

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# **LA FRANCE**

## **ET LA**

# **POLICE DE LA PÊCHE**

# **MARITIME**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT**

**Présentée et soutenue le 15 Mars 1933, à 2 heures**

**PAR**

**Paul BERTHELOT**

---

**JURY :**

|                      |                               |
|----------------------|-------------------------------|
| <i>Président :</i>   | M. de LA PRADELLE, Professeur |
| <i>Suffragants</i> } | MM. MESTRE, Professeur        |
|                      | LAFERRIÈRE, Professeur        |

---

**PARIS**  
**LES EDITIONS INTERNATIONALES**  
4 bis, Rue des Ecoles

**1933**







**THESE POUR LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# **LA FRANCE**

## **ET LA**

# **POLICE DE LA PÊCHE**

# **MARITIME**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT**

**Présentée et soutenue le 15 Mars 1933, à 2 heures**

**PAR**

**Paul BERTHELOT**

---

**JURY :**

|                      |                               |
|----------------------|-------------------------------|
| <i>Président :</i>   | M. de LA PRADELLE, Professeur |
| <i>Suffragants</i> } | MM. MESTRE, Professeur        |
|                      | LAFERRIÈRE, Professeur        |

---

**PARIS**  
**LES ÉDITIONS INTERNATIONALES**

**4 bis, Rue des Ecoles**

**1933**



## INTRODUCTION

---

La mer, avec ses ressources infinies, a de tout temps été le réservoir dans lequel sont venus puiser les peuples. La pêche, qu'elle ait ou non précédé la culture, n'a cessé de se développer au cours des âges, au fur et à mesure que s'améliorait la technique de la navigation et que se perfectionnaient les engins.

Pratiquée tout d'abord le long des côtes, elle s'étendit peu à peu. L'esprit aventureux de quelques populations maritimes, parmi lesquelles nous relevons les Bretons et les Basques les conduisit à rechercher des zones d'exploitation nouvelles bien loin, souvent, de leur pays d'origine et l'on peut affirmer, sans diminuer le mérite de Christophe Colomb et de Sébastien Cabot, que l'Amérique ou tout au moins ce qu'on appela longtemps les Terres Neuves avaient été reconnues bien avant ces navigateurs par les pêcheurs scandinaves et les nôtres.

Tant que le nombre des pêcheurs demeura minime et que l'on se trouva en face d'immenses espaces à explorer les problèmes soulevés par cette nouvelle industrie furent de peu d'importance : quelques bagarres, quelques coups échangés. Mais là comme partout ailleurs, la concurrence, allait bientôt changer la situation, et

forcer les gouvernements à intervenir. C'est qu'en effet pour certains pays de côtes étendues comme les pays scandinaves et l'Angleterre la pêche devint la principale richesse et pour d'autres un facteur des plus importants de l'économie nationale. La France qui, baignée par trois mers occupe à ce point de vue une position géographique excellente s'est toujours intéressée à la pêche. Dès le Moyen-Age, on armait chez nous pour la pêche à la morue et à la baleine et nos pêcheurs rencontraient dans les mers de Terre-Neuve, du Groënland et d'Islande des rivaux de différentes nations. On distingua bientôt trois sortes de pêches :

la pêche côtière,

la pêche au large,

la grande pêche

pour lesquelles les mêmes problèmes se posent avec une intensité variable car la notion de mer territoriale les fit à peu près disparaître du droit international pour la pêche côtière dont les eaux littorales sont le domaine. Mais dès que l'on a quitté cette zone réservée c'est la haute mer, qu'en dehors des deux grandes limitations admises : la piraterie et la traite des noirs et sous réserve de certaines conventions internationales, chaque nation est entièrement libre d'utiliser.

Or, sauf quelques exceptions qui valent surtout pour la pêche côtière, les espèces animales exploitées vivent en bancs cantonnés sur des espaces assez restreints. L'afflux des pêcheurs dans ces zones, le désir de chacun d'obtenir les meilleurs résultats, la brutalité instinctive chez des hommes que la mer endureit, amènent des conflits qu'aggrave le fait qu'ils éclatent souvent entre étrangers.

La nécessité d'une police est donc très grande et a de tout temps comme nous le verrons préoccupé les Etats. En France la première mesure importante concernant la pêche est l'Ordonnance de 1681. Depuis lors diverses lois qui s'inspirent d'ailleurs de ce texte ont régularisé cette industrie et ont abouti aux décrets de 1852 et 1853, charte actuelle de notre pêche côtière et au large.

Mais ces dispositions ne sont valables qu'entre Français. Le problème reste donc entier pour des eaux fréquentées par des nationaux de divers pays. Pour obtenir un résultat satisfaisant il a fallu conclure des conventions internationales. Nous verrons plus loin que la première en date fut passée en 1839 par la France et l'Angleterre pour la Manche, puis complétée par les règlements de 1843 et qu'elle fut suivie des accords de 1882 et 1887 signés par les riverains de la Mer du Nord.

Ces conventions visent uniquement la pêche au large. La grande pêche ne fait l'objet d'aucun accord. Il y a bien le traité anglo-français de 1904 mais il règle la pêche le long des côtes de Terre-Neuve. Pour les bancs où viennent de plus en plus nombreux des bâtiments anglais et américains, c'est encore le régime de la liberté. Même situation pour le Groënland et l'Islande. Ceci est fort regrettable car il ne se passe pas d'année où un conflit ne s'élève. Or les autorités françaises n'ont compétence que pour les différends entre Français. Pour le bien général il serait désirable de voir bientôt une convention régler la pêche dans ces régions comme elle l'est dans la Mer du Nord et la Manche.

En dehors de ces questions de bon ordre il y a un autre aspect de la police qui est aujourd'hui des plus

intéressants. L'exploitation des richesses de la mer ne doit pas se faire sans méthode, car les engins de pêche actuels sont dévastateurs : le chalut par exemple, contre lequel des critiques acerbes ont été dirigées, critiques mal fondées pour la plupart, permet des résultats qui ne peuvent se comparer à ceux que l'on obtenait autrefois. Il y a de plus des époques où le poisson ne doit pas être capturé, les moments où il fraie.

Il faudra donc que les Etats réglementent les moyens et les époques de pêche. Le problème est à ce point important que la Société des Nations a chargé son Comité Economique d'examiner ce qu'il conviendrait de faire dans ce domaine.

Une bonne police de la pêche devra donc avoir pour but :

1) de maintenir l'ordre en assurant la sécurité des individus et en empêchant la force et la fraude de prévaloir contre le bon droit.

2) d'empêcher la destruction des espèces animales, c'est-à-dire veiller à la conservation des fonds.

3) sous ces réserves de protéger, encourager et au besoin d'aider les exploitants et de provoquer leur initiative.

Cette définition qui nous semble très complète est donnée par MM. Fournier et Neveu, commissaires de la Marine dans leur traité d'Administration de la Marine (1887). C'est en nous référant surtout au premier de ces points que nous voulons étudier quelle est la position de la France, en examinant successivement la pêche côtière, la pêche au large et enfin la grande pêche.

Nous n'avons pas la prétention de donner ici des di-

rectives. Nous avons simplement l'intention de montrer qu'en ce domaine comme dans d'autres, il est à souhaiter que les ententes internationales soient plus fréquentes car les Etats ne doivent plus se confiner dans un particularisme étroit qui ne peut donner lieu qu'à des luttes âpres et sans fruit pour l'humanité.

Plus les dirigeants des nations auront l'occasion de se rencontrer et de discuter des problèmes politiques, économiques et juridiques, plus ils auront des chances de se comprendre et l'avenir du monde pourra être dégagé des nuages menaçants qui, malgré la Grande Guerre, se sont encore accumulés. Nous avons travaillé ce sujet dans un port militaire et nous avons surtout développé ce qui a trait au rôle de la Marine de Guerre dans la police de la pêche. Les grandes théories du droit international nous les avons seulement esquissées, l'étude détaillée du problème des eaux territoriales et de la liberté de la mer n'entrant pas dans le cadre de notre étude.

Brest, décembre 1932.



PREMIERE PARTIE

---

**LA PÊCHE COTIÈRE**



## Essai de définition

On entend généralement par pêche côtière, en droit international, celle qui a lieu dans les eaux territoriales et dont la France a réservé le monopole à ses pêcheurs par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1888, dans une zone de 3 milles.

C'est là une définition commode qui permet d'opposer deux notions très importantes, celle de la mer libre où ne s'exerce aucun droit exclusif de souveraineté et celle de mer territoriale où dominent les droits de l'état riverain, et où s'appliquent seules les lois qu'il lui plaît de promulguer pour la sécurité de la navigation et la police de la pêche.

Dans l'étude qui va suivre, c'est ce sens que nous conservons à la pêche côtière mais dans un but de clarté seulement, car il ne nous satisfait pas. Il ne tient pas compte en effet des difficultés que rencontre en ce domaine tout essai de définition précise, difficultés qui ont trait au milieu où la pêche est pratiquée, la mer, qui ne se prête pas à la détermination d'une limite unique pour ce genre de pêche, car les déplacements des bancs de poissons qu'exploitent nos pêcheurs côtiers les entraînent bien souvent au delà de la zone réservée, sans que pourtant l'on puisse dire qu'ils pratiquent alors la pêche au large. Nous croyons qu'il faudrait élargir cette notion. Mais nous n'irons pas aussi loin que MM. Fournier et Neveu (1) qui estiment « qu'en dehors de la pêche à la baleine et à la morue toute l'exploitation des

---

(1) Fournier et Neveu, « Traité d'Administration de la Marine », tome III, 1887. (Berger-Levrault).

espèces animales de la mer rentre dans le domaine de la pêche côtière ».

Définition excessive qui englobe la pêche au large.

Nous préférons l'opinion de M. Kerzoncuf (1) qui fait état des considérations que nous avons signalées « il « arrive constamment, dit-il, que les pêcheurs côtiers « dépassent la limite de 3 milles de la loi de 1888, notamment lorsqu'ils pratiquent la pêche à la sardine et « au maquereau. Il arrive aussi qu'ils s'éloignent considérablement de leur port d'attache tout en suivant « la côte et en se tenant à une distance assez peu éloignée de cette dernière, mais qui peut cependant dépasser 3 milles ». Mais alors comment différencier les deux sortes de pêches ? La loi du 14 juillet 1908 sur la pêche au large et le règlement d'administration publique du 16 juillet 1910 rendu pour son application, disent que :

« sont considérés comme pratiquant la pêche au large les bateaux de 25 tonneaux et plus de jauge brute armés à la petite pêche et qui s'éloignent habituellement du port pendant une durée supérieure à 72 heures ».

Procédant par *a contrario* M. Kerzoncuf, propose de définir comme suit la pêche côtière :

« celle qui est exercée :

- 1) dans les eaux territoriales,
- 2) en mer libre quand elle ne rentre pas dans les cas prévus par la loi de 1908.

Cette opinion nous semble logique.

Une circulaire de la Marine Marchande du 21 septem-

---

(1) Kerzoncuf, « La pêche maritime » (1919), (Challamel).

bre 1910, (B. O. 1910, 2<sup>e</sup> semestre, page 2809) paraît s'y rallier.

Interprétant les textes cités plus haut, elle indiquait qu'ils ne s'appliquaient pas aux bâtiments de même tonnage (25 tonneaux) qui bien que restant plus de 72 heures sans revenir à leur port d'armement feraient dans cet intervalle de la petite pêche littorale ou gagneraient d'autres ports pour y vendre leurs poissons. Tel est le cas des pêcheurs douarnenistes, qui descendent parfois jusqu'aux Sables-d'Olonne ou Saint-Jean-de-Luz, ne touchant la terre que pour se débarrasser des produits de leur pêche, ce qui est l'occasion de nombreux conflits et bagarres, les sablais et les basques admettant difficilement la concurrence.

#### **Limites de la Pêche Côtière dans les fleuves et rivières**

Avant d'étudier la pêche dans les eaux territoriales et le monopole qui y est réservé aux pêcheurs français, examinons jusqu'où s'étend le domaine de la pêche côtière à l'embouchure des fleuves et rivières.

L'ordonnance sur la Marine de 1681 (Livre IV, Titre 7, art. 1), définit rivages de la mer pour les côtes ouest et nord de la France, « tout ce que la mer couvre et découvre pendant les nouvelles et pleines lunes et jusqu'où le grand flot de mars se peut étendre sur les grèves ».

Pour la Méditerranée, on s'en tient à la vieille définition du Digeste « Est autem littus maris quaternus hi-bernus fluctus extenditur ».

Or l'ordonnance de 1681 déclarait la pêche libre sans fermage ni licence tant en pleine mer que sur les grè-

ves (Livre V, Titre 2, article I). Si l'on avait appliqué strictement cette règle dans les fleuves et rivières aboutissant à la mer, cela aurait conduit à donner à la pêche maritime une extension considérable, la marée se faisant en effet sentir fort loin à l'intérieur, dans des régions où l'on ne peut cependant considérer que les caractéristiques de la pêche maritime soient réunies, les eaux n'étant plus salées.

C'est pourtant le système qui a prévalu jusqu'à la Révolution. Au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, posa le principe de la distinction entre les deux genres de pêches.

« Les limites de la pêche fluviale et de la pêche maritime dans les fleuves et rivières affluant à la mer ou dans celles qui n'y affluent qu'après avoir mêlé leurs eaux avec un fleuve plus considérable, sont celles de l'Inscription maritime » (article III, page 2).

Ces limites étaient pour les côtes de la Manche et de l'Océan le point où la marée d'équinoxe cesse de se faire sentir. Pour la Méditerranée, le point extrême où les bâtiments de mer pouvaient remonter sans qu'il y ait lieu de tenir compte des barrages artificiels ». (Loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime).

Elles étaient fixées par un décret du chef de l'Etat rendu sur rapport du ministre de la marine.

Dans toute cette zone la pêche était libre. Tout individu pouvait la pratiquer sans acquitter de redevances sous condition qu'il fut inscrit maritime.

Il semblerait qu'il n'y eut jusqu'ici rien de changé. Mais la loi de 1829 poursuit « la pêche qui se fera au-

*dessous du point où les eaux cessent d'être salées, sera soumise aux règles de police et de conservation pour la pêche fluviale ».* Cette disposition était inspirée par le désir de restreindre le domaine d'application des règles de la pêche fluviale (paiement d'une taxe) qui auraient enlevé aux pêcheurs des avantages considérables dans une zone étendue et en même temps par la préoccupation de protéger les espèces.

Le critérium de la distinction est donc la salure des eaux. C'est celui que nous retrouvons dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière.

« L'exercice de la pêche côtière ou pêche du poisson et des coquillages tant à la mer, le long des côtes que dans la partie salée des fleuves, rivières, canaux, étangs, où les eaux sont salées, est soumis aux dispositions suivantes » (c'est-à-dire aux règles de police de la pêche maritime).

Le point de cessation de salure des eaux était fixé pour chaque cours d'eau et d'après constatation faite sur les lieux à marée haute de pleine et nouvelle lune (circulaire du 8 décembre 1852, article I).

Les points de salure des différents cours d'eau furent indiqués dans des tableaux insérés au titre 3 de chacun des décrets du 4 juillet 1853 relatifs aux pêches dans les divers arrondissements maritimes.

La situation était donc la suivante : Pêche côtière jusqu'au point de cessation de salure des eaux, application des règles spéciales de cette pêche jusqu'à cette limite.

Pêche maritime, c'est-à-dire pêche libre mais avec soumission au régime de l'inscription maritime dans la zone située en amont de la première jusqu'aux limites

de l'inscription, application dans cette région des règlements de la pêche fluviale.

En 1926, le décret du 8 novembre (*J. O.*, 17 novembre) modifié par celui du 28 décembre (*J. O.*, 30 décembre, page 13.705), restreignant l'importance du domaine soumis au régime de l'inscription maritime, dispose dans son article 2 :

« dans les fleuves, rivières, canaux et autres cours d'eau affluent à la mer, la pêche reste soumise aux règlements maritimes et s'exerce au profit des inscrits maritimes sans fermage ni licence *jusqu'au point de cessation de salure des eaux* », mais « en amont de la limite de salure des eaux et jusqu'aux anciennes limites de l'inscription maritime, la pêche est soumise aux dispositions de la loi du 15 avril 1829 et des textes subséquents concernant la pêche fluviale ».

Désormais la zone intermédiaire n'existe plus et le régime hybride qui y régnait fait place à un système plus logique. Le gros inconvénient de cette réforme est qu'elle diminue le nombre des inscrits de quelques millions d'unités.

★ ★

## II

### Les eaux territoriales

La question des eaux territoriales est une des plus intéressantes du droit international et l'une des plus controversées.

Les divergences d'opinions apparaissent tant au point de vue de la nature juridique du droit de l'Etat côtier sur les eaux qui le baignent qu'au point de vue de l'étendue de ces mêmes eaux.

Sans entrer dans un examen détaillé, nous allons passer en revue les diverses thèses en présence.

Un premier système exposé par Valin dans ses « Commentaires sur l'Ordonnance de la Marine de 1681 », système repris par Hautefeuille, prétendait que l'Etat possédait sur ses eaux littorales un droit de propriété. Il pouvait donc sans contestations possibles réserver à ses nationaux le monopole de la pêche. Cette théorie est aujourd'hui abandonnée. La mer ne peut en effet être l'objet d'une propriété individuelle. Les éléments essentiels de ce droit le *jus utendi*, le *jus abutendi* et le *jus fruendi* ne s'y retrouvent pas. L'Etat ne peut donc à plus forte raison exercer un droit qui n'aurait pas comme support ceux des particuliers.

La thèse qui domine en doctrine et dont les origines sont lointaines est celle de la souveraineté. Elle se fonde sur deux arguments principaux :

1) L'Etat est souverain sur une chose quand il peut imposer sa puissance vis-à-vis d'elle. Or la mer territoriale est sous la domination de l'Etat. C'était ce que le jurisconsulte hollandais Bynkershoek (1702) traduisait dans la formule bien connue « *terrae potestas finitur ubi finitur armorum vis* ».

Il est bien évident qu'actuellement la portée de canon ne pourrait plus servir pour fixer une limite à la mer territoriale et d'ailleurs ce ne serait pas un titre juridique car le canon n'est qu'un moyen de sanction mis à la disposition d'un droit, mais n'en forme pas un lui-même (1).

2) Le contrôle de l'Etat sur la mer territoriale est né-

---

(1) A. de La Pradelle. Cours de doctorat, 1930-1931.

cessaire à son existence même pour sa sécurité et pour sa défense.

Cette théorie conduit aux mêmes conclusions pour le monopole de la pêche.

Nous nous rallions à l'opinion de M. de La Pradelle qui ne voit dans la mer territoriale qu'une série de zones destinées à assurer la protection de l'Etat riverain. La caractéristique de cette théorie est qu'elle renverse les propositions généralement acceptées. Dans le système de la souveraineté les droits de l'Etat côtier sont limités par ceux de la communauté des états, — ici ce sont au contraire les droits de l'Etat côtier qui viennent paralyser ceux des autres nations.

L'avantage de la thèse de M. de La Pradelle est qu'elle permet de concevoir des limites différentes suivant le degré d'intensité des intérêts de l'Etat pour sa protection alors qu'avec l'idée de souveraineté on est amené à établir une limite unique.

Les zones sont d'ailleurs un fait que la pratique internationale a consacré. Si l'on examine en effet les législations des différents pays maritimes, on constate qu'il n'y a pas une limite fixée une fois pour toutes pour la mer territoriale mais plusieurs.

La France par exemple a une zone de trois milles pour le monopole de la pêche, de six milles pour la neutralité (décret du 18 octobre 1922, renouvelé en 1929), et de 11 milles environ pour la douane (loi du 4 Germinal an IV).

Dans son cours professé en 1931 au Centre Européen de la Dotation Carnegie, M. de La Pradelle signalait

que lors de l'essai de codification de la Conférence de La Haye, il s'était produit une sorte de transaction entre son système et celui de la souveraineté. Une base de 3 milles était maintenue et devait constituer la mer territoriale mais au delà était établie une zone contiguë dont l'étendue devait varier suivant le besoin pour l'Etat de faire respecter certains droits, à condition de faire une déclaration préalable.

★  
★★

### **Le Monopole de pêche**

Pendant bien longtemps la pêche dans les eaux territoriales fut libre pour tout le monde.

L'Etat riverain se contentait d'exercer sur elles son droit de juridiction et de protection de ses nationaux.

Ce n'est qu'au début du dix-septième siècle que se dessina le mouvement qui a abouti à la situation actuelle où dans presque tous les pays le monopole de la pêche est réservé aux ressortissants de l'Etat côtier.

Les pêcheurs des Pays-Bas fréquentaient à cette époque les abords des côtes anglaises de la Mer du Nord où ils faisaient aux pêcheurs locaux une concurrence acharnée. Les plaintes affluèrent au gouvernement britannique qui se décida bientôt à entraver les entreprises des hollandais (1).

Pour cela il fallait leur interdire l'accès des eaux territoriales. Mais une décision aussi lourde de conséquences, il convenait de la justifier au point de vue du droit des gens. Cet essai est l'un des aspects de la lutte entre le « *Mare clausum* » et le « *Mare liberum* ».

---

(1) Arnold Raestadt, « La pêche à la baleine ».

La question était de savoir si le droit de l'Etat sur la mer qui baigne ses côtes se réduisait à un simple droit de juridiction et de protection — ce qu'il avait été jusqu'alors — ou au contraire s'il consistait en un droit de propriété avec ses éléments habituels : *jus utendi, fruendi, abutendi*.

Nous avons vu plus haut ce qu'il convient de penser de cette théorie.

Néanmoins le jurisconsulte anglais Selden et un peu plus tard William Wellwood soutinrent la thèse du droit de propriété. Il en découlait pour la Grande-Bretagne la possibilité de réserver à ses sujets le monopole de la pêche dans ses eaux territoriales.

L'argument principal invoqué à l'appui de cette opinion était que l'exploitation intensive du poisson pourrait en amener la diminution progressive et qu'il était du devoir de l'Etat de prendre les mesures nécessaires pour y remédier.

Grotius répondi par son « *Mare liberum* » où il posait le principe de la libre utilisation de la mer par les Etats tout en reconnaissant la nécessité de sauvegarder l'avenir de la pêche.

Quoiqu'il en soit on voit peu à peu les nations tendre vers le monopole.

Trois systèmes se formèrent que l'on retrouve encore aujourd'hui (1) :

a) Celui du monopole exclusif de la pêche en faveur des nationaux.

C'est le système le plus développé. Il est pratiqué

---

(1) Gidel : Cours de droit international maritime, professé à l'Ecole des Sciences Politiques, en 1932.

notamment par l'Allemagne (article 296 du Code Pénal du 5 février 1871, modifié en 1876) et la France (loi du 1<sup>er</sup> mars 1888).

Les raisons alléguées peuvent se ramener à trois :

1° le monopole est une compensation donnée aux pêcheurs qui sont généralement soumis à de lourdes obligations envers l'Etat. (En France, l'Inscription maritime).

2° la nécessité de fournir des ressources à la population maritime.

3° l'intérêt national qui est de voir l'industrie de la pêche florissante.

b) Le système de la liberté absolue.

Tous les pêcheurs étrangers sans distinction de nationalité peuvent venir pêcher dans les eaux littorales. Ils sont cependant astreints au paiement d'une taxe modique. C'est le système suivi par les Etats-Unis, où la pêche est libre dans une zone de six milles à partir de la laisse de basse mer contre délivrance d'un permis et acquittement d'un droit d'environ 50 francs.

c) Un système mixte.

La pêche n'est pas monopolisée pour les nationaux. Les étrangers ont le libre accès des eaux territoriales mais les produits de leur pêche sont frappés d'un droit de douane lors de leur vente sur le marché de l'Etat riverain.

Le premier système nous semble le meilleur car seul il donne à l'Etat le moyen de protéger efficacement les abords immédiats de ses côtes.

Faut-il maintenant une limite particulière pour la pêche ou au contraire convient-il de la laisser coïncider avec celle qui est généralement admise ?

La pratique internationale a consacré les trois milles marins. Les Etats qui ont une zone plus large sont rares. Citons cependant l'Espagne (6 milles), la Suède et la Norvège (1 lieue marine).

Presque toutes les conventions internationales ont indiqué trois milles : conventions de 1839, 1843, 1882, 1887).

La France les a adoptées pour elle et ses colonies.

On a souvent discuté l'augmentation de cette distance. Plusieurs états, en effet, prétendent imposer aux pêcheurs étrangers leurs règlements sur la pêche dans certaines zones le long de leurs côtes, bien au delà de la limite fixée pour la mer territoriale et ils font remarquer que cette mesure s'appliquerait aussi à leurs nationaux (1).

Ces états sont ceux près desquels le sol sous-marin présente une configuration spéciale : il se trouve aux extrémités de ce que l'on appelle le plateau continental au-dessus duquel la mer est relativement peu profonde mais qui brusquement fait place à des fonds considérables (cette solution de continuité est indiquée sur les cartes par la ligne des grands fonds). La largeur de ce plateau continental est variable. Elle est parfois de 100 à 200 kilomètres (Manche), parfois de 15 à 20 kilomètres. Tel est le cas de l'Espagne et du Portugal.

Or les poissons comestibles se rassemblent tous sur

---

(1) Gidel : *op. cit.*

ce plateau. (Les espèces qui vivent aux grandes profondeurs sont rarement bonnes pour la consommation). Leur exploitation ne peut porter aucun préjudice à l'Etat riverain quand la zone de pêche est étendue mais si elle est réduite à quelques lieues, il y a de grands risques de destruction des bancs qui vivent le long des côtes.

Ces Etats réclament en conséquence le droit de juridiction jusqu'à la ligne des grands fonds.

Cette prétention est violemment combattue par les pêcheurs étrangers.

La question a été posée à la Conférence de codification de La Haye mais n'a pas été résolue.

### **La France et le Monopole**

Dans les conventions de 1839 et de 1843 la France et l'Angleterre avaient déjà réservé à leurs nationaux le monopole de pêche dans leurs eaux territoriales dont l'étendue avait été fixée à 3 milles marins à partir de la laisse de basse mer.

Quarante ans plus tard, le gouvernement français fit voter une mesure générale interdisant aux pêcheurs de toute nationalité la pêche dans les eaux territoriales.

Ce fut l'objet de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1888 (*B. O.* p. 230).

« La pêche est interdite aux bateaux étrangers dans  
« les eaux territoriales de la France et de l'Algérie, en  
« deçà d'une limite qui est fixée à trois milles marins  
« au large de la laisse de basse mer.

« Pour les baies, le rayon de trois milles est mesuré

« à partir d'une ligne droite tirée en travers de la baie,  
« dans la partie la plus rapprochée de l'entrée, au premier point où l'ouverture n'excède pas dix milles.

« Dans chacun des arrondissements maritimes et  
« pour l'Allemagne, des décrets déterminent la ligne à  
« partir de laquelle cette limite est comptée » (art. 1).

Un décret du 9 juillet 1888 établit ces limites pour les côtes de la Méditerranée et de la Corse (1).

Les articles suivants visent les sanctions contre les violations de la loi :

« Si le patron d'un bateau étranger ou les hommes  
« de son équipage sont trouvés jetant des filets dans la  
« partie réservée des eaux territoriales françaises ou  
« y exerçant la pêche d'une façon quelconque, le patron est puni d'une amende de 1.000 francs au moins  
« et de 10.000 francs au plus (modifié par la loi du 30  
« mars 1928 (*J. O.* 31 mars, p. 3675) et le décret du 22  
« novembre 1928 (*J. O.* 25 novembre, p. 2400).

« La peine de l'amende prévue à l'article précédent  
« est portée au double en cas de récidive. Il y a récidive  
« lorsque, dans les deux années précédentes, il a été

---

(1) *Côtes de la Méditerranée.*

1) Golfe d'Aigues Mortes : de l'embouchure du Grau de Palavas au phare de l'Espignette (9 milles 5) ;

2) Golfe des Saintes Maries : du Grau d'Orgon à la balise de Beauduc (8.3) ;

3) Golfe de Fos : de la pointe de la rive droite de l'embouchure du Rhône au phare du Cap Couronne (7) ;

4) Golfe de Marseille :

a) du moulin de Carri au phare de Planier (8.5) ;

b) du phare de Planier à la pointe ouest de l'île Riou (6.3) ;

c) de la pointe est de l'île Riou au Bec de l'Aigle (9.1)... (voir décret).

« rendu contre le contrevenant un jugement pour in-  
« fraction à la loi.

Les articles 4 et 11 concernent la procédure à suivre.

« Les officiers et officiers-mariniers commandant les  
« bâtiments de l'Etat ou les embarcations gardes-pêche  
« et tous officiers et agents commis à la police des pê-  
« ches maritimes constatent les contraventions, en dres-  
« sent procès-verbal et conduisent ou font conduire le  
« contrevenant et le bateau dans le port français le  
« plus rapproché.

« Ils remettent leurs rapports, procès-verbaux et tou-  
« tes pièces constatant les contraventions à l'officier du  
« commissariat chargé de l'Inscription maritime (au-  
« jourd'hui ce sont les directeurs de l'Inscription mari-  
« time.)

L'officier ou agent qui a conduit ou fait conduire le bateau dans un port français le consigne entre les mains du service de l'Inscription maritime, qui saisit les engins de pêche et les produits de la pêche trouvés à bord, quelqu'en soit le propriétaire. Les produits de la pêche sont vendus, sans délai, dans le port où le bateau a été conduit et le prix en est consigné à la Caisse des Gens de Mer jusqu'à l'issue du jugement. Indépendamment de l'amende prévue dans les articles 2 et 3 le tribunal ordonne la destruction des engins prohibés et, s'il y a lieu, la confiscation des engins non prohibés, des produits de la pêche saisis sur le bateau ou de leur prix. Les engins non prohibés sont vendus.

Le produit de cette vente, ainsi que celle des produits de la pêche et le montant des amendes sont intégrale-

ment versés dans la Caisse des Invalides de la Marine (article 6).

Les poursuites qui sont intentées à la diligence du procureur de la République ou des directeurs de l'Inscription maritime sont portées devant le tribunal correctionnel dans le ressort duquel est situé le port où les contrevenants ont été conduits (Art. 7). Le tribunal statue dans le plus bref délai possible.

« Si le condamné n'acquitte pas l'amende et les frais  
« le bateau est retenu jusqu'à entier paiement ou pendant un laps de temps qui ne peut dépasser trois mois  
« pour la première contravention et six mois en cas  
« de récidive.

« Si le condamné interjette appel ou fait opposition  
« il peut se pourvoir devant le tribunal pour obtenir la  
« libre sortie du bateau en consignat le montant de la  
« condamnation et de tous les frais » (art. 10).

L'article 11 indique « qu'il n'est pas porté atteinte à  
« la libre circulation reconnue aux bateaux de pêche  
« étrangers naviguant ou mouillant dans la partie réservée des eaux territoriales françaises.

« Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les règles spéciales de police auxquelles les bateaux de pêche devront  
« se conformer. Les infractions à ce règlement sont  
« constatées et poursuivies dans les formes prévues par  
« la présente loi.

Enfin il n'est pas dérogé aux dispositions des conventions internationales et des lois qui s'y réfèrent (art. 12).

Le décret prévu fut rendu le 19 août 1888.

Il établissait les mesures auxquelles devraient se soumettre les bateaux de pêche étrangers circulant dans les eaux territoriales.

« Ils doivent porter des marques (nom, numéros ou lettres) permettant de reconnaître extérieurement leur individualité.

« Ces marques ne peuvent ni être couvertes, ni effacées, ni altérées (art. 2).

« Ils doivent être pourvus de pièces officielles délivrées par les autorités compétentes de leur pays, attestant leur nationalité, justifiant leurs marques extérieures et indiquant les noms de leurs propriétaires et de leur capitaine et patron.

« Ces pièces doivent être exhibées à première réquisition des autorités désignées à l'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1888 (art. 3).

« Pendant leur séjour dans les eaux territoriales, ils doivent arborer en tête de mât un pavillon bleu, ayant au moins 65 centimètres de guindant sur 97 centimètres de longueur. De nuit, ils sont obligés de porter les feux qui sont réglementaires à bord des bâtiments français (art. 5).

« Il est interdit aux bateaux de pêche étrangers de gêner la navigation à l'entrée des ports et des rades, ainsi que les exercices et manœuvres des bâtiments de guerre, les services publics et les opérations de pêche des bateaux français.

« En conséquence, ils sont tenus de déférer à l'injonc-

« tion de se retirer qui leur serait faite par les autorités françaises.

La loi de 1888 a été étendue par des lois et des décrets postérieurs à nos colonies (décret du 21 juillet 1907 pour Saint-Pierre et Miquelon, décret du 9 novembre 1928 pour toutes les colonies).

★  
★ ★

### **La police des eaux territoriales**

La police des eaux territoriales est assurée par les croiseurs de la Marine de Guerre et par des gardes-pêche, petits bâtiments confiés à l'Inscription Maritime.

La surveillance est donc mixte car elle dépend à la fois du Ministère de la Marine de Guerre et du Ministère de la Marine Marchande. On peut y voir un vestige de l'ancienne organisation où l'Inscription maritime relevait directement de la Marine de Guerre.

Les gardes-pêche, dont les équipages sont considérés comme civils et qui ont été créés en 1897, sont chargés de faire respecter par nos pêcheurs les règlements et lois en vigueur, c'est-à-dire les décrets du 9 janvier 1852 et du 4 juillet 1853 et la loi du 10 mai 1862... et de pourchasser les fraudeurs étrangers.

Nous n'avons pas à examiner à fond ces dispositions, mais nous croyons bon d'indiquer en quelques mots ce qu'elles contiennent, car elles n'ont pas été modifiées.

Le décret du 9 janvier 1852 renferme des mesures qui ont trait les unes à la conservation des espèces et à la protection du poisson au moment de la ponte ; les autres à la pêche en flotte et qui sont destinées à empêcher le désordre.

A cet effet il leur est interdit de se gêner et les nouveaux arrivants sont obligés de jeter leurs filets dans un rayon déterminé autour des bateaux mouillés ou dérivants. Les dimensions des mailles des filets et des chaluts sont minutieusement réglementées. Enfin l'usage du chalut est prohibé pendant l'époque du frai.

Les violations des eaux territoriales sont assez fréquentes surtout en Corse où les chalutiers italiens n'hésitent pas à venir dans des zones réservées — et le long des côtes de la Somme et du Nord. Une affaire survenue en 1931 nous paraît intéressante à signaler.

Un chalutier italien pêchait de nuit tous feux éteints, au nord de Bastia, à environ 2 milles des côtes. Surpris par le garde-pêche il s'enfuit vers le large mais fut rejoint à 13 milles en mer et ramené au port.

Son commandant soutenait que la capture de son bâtiment était illégale comme faite en haute mer et niait le flagrant délit. L'affaire fut portée devant le tribunal correctionnel de Bastia qui rejeta les exceptions du capitaine italien, le condamna à 5.000 francs d'amende pour le délit et 50 francs pour la contravention au règlement d'août 1888 et aux frais. Les engins de pêche et le poisson furent de plus confisqués.

Les attendus du jugement affirmaient « que le flagrant délit de pêche dans les eaux territoriales françaises comporte implicitement le droit de poursuivre le délinquant sans le perdre de vue et de s'en saisir alors même que dans sa fuite il aurait été entraîné hors des eaux territoriales et aurait gagné la haute mer. Sans ce droit les lois de police n'auraient aucune efficacité ».

Quittant les eaux littorales nous allons dans une deuxième partie étudier la pêche au large.



DEUXIEME PARTIE

---

**LA PÊCHE AU LARGE**



## I

### Considérations Générales

---

#### Différentes sortes de pêches

C'est celle qui, avec la grande pêche, a le plus d'intérêt au point de vue du droit international. Son domaine, c'est la haute mer, c'est-à-dire des espaces qui ne sont soumis à aucune souveraineté particulière et où les intérêts des Etats viennent se heurter.

Nous avons brièvement indiqué dans notre introduction les problèmes qui se posent aussitôt que se trouvent réunis des pêcheurs de nationalité différente. Au bout de peu de temps, des difficultés apparaissent : les bâtiments se gênent, les engins sont abîmés ou perdus et si l'on ne voit plus comme autrefois de véritables batailles entre flotilles de pêche, des coups peuvent être échangés, un esprit de revanche peut souffler, créant une mentalité mauvaise. Si l'on avait considéré le principe de la liberté de mer comme intangible, chaque Etat aurait eu seulement compétence pour la police de ses nationaux, mais dès qu'un conflit se serait élevé entre pêcheurs étrangers, il aurait fallu en référer à leurs gouvernements respectifs.

Pour y remédier, on a eu recours aux conventions internationales qui auront d'autant plus d'efficacité que le nombre des signataires sera plus grand.

C'est la France et l'Angleterre qui ont ouvert la voie. En 1839, elles passaient, pour régler la pêche dans la

Manche, un accord suivi, en 1843, d'un règlement précisant certains points, et en 1867, d'un nouveau traité non ratifié d'ailleurs.

La convention la plus importante est celle qui fut signée en 1882 par les riverains de la Mer du Nord. Elle créait une police internationale de la pêche tout en réservant la compétence des tribunaux nationaux.

Une autre convention de 1887 régla la question du trafic des spiritueux par les cabarets flottants. Depuis lors, la France n'a passé aucun accord, si ce n'est celui de 1923 avec l'Angleterre, concernant la pêche aux huîtres dans la baie de Granville.

Avant d'étudier ces conventions, nous croyons utile d'indiquer en quoi consiste la pêche au large, et comment elle est pratiquée. Nous verrons pour terminer, de quelle façon sont appliqués les règlements, en examinant plus spécialement la Station de la Manche et de la Mer du Nord.



#### **Définition de la pêche au large. — Ce qu'elle comprend**

La pêche au large est celle qui est pratiquée en dehors des eaux territoriales par des bâtiments de 25 tonneaux ou plus, de jauge brute, armés à la petite pêche, qui s'éloignent habituellement du port pendant une durée supérieure à 72 heures (loi du 14 juillet 1908).

Ce sont des voiliers solides tenant la mer ou des chalutiers nouveaux venus dont le nombre s'accroît sans cesse. On peut distinguer deux sortes de pêches au large : les pêches saisonnières et la pêche du poisson frais qui

est continue. Les premières comprennent la pêche au hareng, celle du maquereau, du thon et celle des crustacés.

Les secondes, qui se font aux cordes et au chalut, comprennent des espèces variées.

### **La pêche au hareng**

Elle est extrêmement importante par le nombre des pêcheurs qui s'y livrent et par ses résultats économiques.

Les Français la pratiquent depuis longtemps dès le quinzième siècle, dit-on. Elle a lieu en Manche et en Mer du Nord. Le hareng est poisson migrateur dont les déplacements sont à peu près les suivants :

Mois de mai : apparition vers les Shetland en bancs peu nombreux.

Fin juin : les bancs s'accroissent et commencent à descendre vers le sud. C'est à cette époque que commence la pêche.

Du début de juillet à fin d'octobre, la descente continue, lente, avec quelques arrêts, tout le long des côtes d'Angleterre. Au mois de novembre, le hareng pénètre en Manche. Il longe les côtes françaises jusqu'à la baie de la Seine. Au mois de janvier il disparaît. On ne le trouve l'année suivante qu'au mois de mai en Ecosse d'où il recommence son périple.

Les ports français qui arment pour la pêche au hareng sont Boulogne et Fécamp.

Quelques explications montreront les difficultés aux-

quelles peut donner lieu cette pêche. Le hareng tout en se déplaçant le long des côtes se trouve la nuit à une profondeur moyenne de 15 à 18 mètres et dans la journée redescend près du fond. C'est en se basant sur ce mouvement en quelque sorte sinusoïdal que les pêcheurs disposent leurs filets. Ils les mouillent en effet à la fin de l'après-midi sur une distance qui varie de 2 et 3 milles. Les filets dont le premier porte une bouée à pavillon sont attachés les uns aux autres et l'ensemble appelé « tessure » est fixé à une aussière que remorque le bâtiment. Des barils auxquels sont accrochés les filets les maintiennent à la profondeur voulue. Les voiliers mouillent leur tessure par l'arrière, les vapeurs par l'avant à cause des hélices. Pendant la durée de la pose qui est d'environ 12 heures, le navire dérive entraînant dans son sillage la ligne de filets.

Il arrive très souvent, soit que les courants les aient entraînés, soit que le vent se soit élevé, que les voiliers dérivent les uns vers les autres, emmêlent leurs filets, cassent des amarres, ce qui est l'occasion d'injures, de coups échangés et surtout de dommages parfois considérables.

Des chalutiers opèrent aussi en Mer du Nord et en Manche. Ils ont été l'objet de violentes attaques. Obligés de marcher à grande vitesse en traînant leur chalut derrière eux, ils peuvent même en passant à une certaine distance des dérivants leur enlever leur tessure. Mais ce n'est pas le reproche le plus grand qui leur ait été fait. Le hareng est un poisson délicat. Or quand il est pris dans le chalut, il est abîmé, ses écailles sont enlevées et il devient presque impropre à la salaison. D'où mauvaise réputation qui rejaillit sur les pro-

duits des pêcheurs aux filets dérivants. De plus les œufs de hareng en raison de leur densité tombent au fond de la mer. Or le chalut raclant les fonds disperse ces œufs en détruit une grande quantité et nuit par conséquent à la reproduction du poisson. La question fut étudiée en 1913 par le *Board of fisheries* britannique mais on tomba d'accord pour déclarer qu'une convention internationale pourrait seule avoir des résultats. Ce fut aussi l'avis de la Conférence Internationale de caractère privé qui s'était réunie à Londres en 1914 sur l'initiative d'une société pour la défense du hareng, la « National herring fisheries protection association » et qui demanda en attendant cette convention la suppression du chalut.

La question en est encore au même point. On a reconnu cependant que les effets du chalut ne sont pas aussi redoutables et qu'il ne met pas en péril l'avenir de la pêche au hareng.

#### **La pêche au maquereau**

On pêche le maquereau dans le sud de l'Irlande d'avril en juin et en Mer du Nord de septembre à octobre.

Les lieux de pêche d'Irlande sont le Labadie Bank et la région de Bantry Bay. La pêche commence dans les environs du cap Land's End au début d'avril à la hauteur de Saint-Yves. Les bancs pénètrent dans la Mer d'Irlande à la mi-avril et longent les côtes de l'île, de Kinsale à Castletown jusqu'au 15 mai. Au début de juin ils sont à Bantry Bay puis ils redescendent vers la Manche où ils entrent vers le 15 et se dispersent. Les bâtiments de pêche sont des voiliers à filets dérivants et

des chalutiers armés dans les ports de Boulogne et de Fécamp.

La pêche du maquereau en Mer du Nord était pratiquée autrefois par des navires de Gravelines et de Boulogne. Elle est aujourd'hui presque abandonnée.

Il faut remarquer que l'on trouve aussi du maquereau à la hauteur de la chaussée de Sein et au large de l'île de Groix et de Penmarch. On n'est d'ailleurs pas encore très bien renseigné sur ses habitudes.

#### **La pêche au thon**

Elle est très importante. On la pratique surtout dans l'Océan Atlantique et un peu en Méditerranée.

Les navires sont des dundees dont les plus connus sont les grésillons. La pêche se fait à la ligne flottante et traînante au moyen de deux grandes perches aussi longues que le mât qui sont dressées de chaque côté du voilier. A ces perches sont accrochées des lignes généralement au nombre de six. D'autres lignes sont également installées à l'arrière. Le bâtiment durant toute la pêche est sous voiles et se déplace à petite vitesse. Les ports d'armement sont les ports bretons de Lorient, Concarneau, Douarnenez, Auray et Groix.

La pêche a lieu de juillet à octobre.

#### **La pêche des crustacés**

Ce sont la langouste et le homard.

Les lieux de pêche sont la côte anglaise et principalement les eaux irlandaises, la côte portugaise et la côte de Mauritanie. Les bâtiments sont des cotres à vivier

armés à Camaret, au Conquet, Douarnenez et Loquivy. Ce dernier port du reste n'envoie ses bâtiments qu'à la côte anglaise tandis que les autres expédient au Maroc.

Les équipages sont peu nombreux, 1 patron et 4 ou 5 hommes mais ce sont tous de rudes marins.

Nos pêcheurs ont fréquenté longtemps avec succès les eaux anglaises mais depuis quelques années, la langouste a diminué en Mer libre et a cherché un refuge sur les fonds rocheux avoisinant immédiatement la côte, d'où impossibilité, à moins de frauder, d'obtenir des résultats satisfaisants. Malgré un tempérament aventureux et une tendance très nette à méconnaître les règlements établis, qui vient de ce qu'ils ne peuvent comprendre la pratique des eaux territoriales, et qui nous ont été la source de nombreuses difficultés, les pêcheurs ont bien été obligés de chercher un nouveau champ d'action.

Ils l'ont trouvé au Maroc et chaque année sur leurs frêles bâtiments ils traversent tout le golfe de Gascogne sans crainte des périls qu'ils auront à affronter tant de la part des éléments que des gros vapeurs qui croiseront leur route.

La pêche se fait au casier sur la côte anglaise et portugaise. En Mauritanie on emploie des filets.

La saison de pêche commence en avril pour se terminer en octobre.

## II

### **Les Conventions Internationales**

#### **La Convention de 1839 et les règlements de 1843**

La France et l'Angleterre ont été les premières à conclure un accord international relatif à la pêche. Elles ont ouvert la voie. Les conventions de 1839 et de 1843 inspirèrent plus tard les rédacteurs de la Convention de 1882.

L'Accord du 2 août 1839 qui s'occupait d'une façon particulière de la pêche aux huîtres dans la baie de Granville posait le principe du monopole de pêche en faveur des nationaux des deux pays dans les eaux territoriales dont la limite était fixée à 3 milles à partir de la laisse de basse mer.

La police de la haute mer était à peine envisagée, de même que les autres espèces de pêches. Il était seulement prévu qu'une Commission mixte franco-anglaise se réunirait pour étudier la question et poser les bases d'un règlement.

Au mois de mai 1843, le travail était terminé et une convention en date du 23 juin 1843 les transformait en textes obligatoires pour les deux parties.

Ces règlements de 1843 comprennent des mesures destinées à assurer, les unes la conservation des espèces, les autres la protection des pêcheurs. Pour les rendre efficaces, elle institua des règles de marquage des bâtiments qui seront par suite facilement identifiés et crée une surveillance internationale réservée aux « croiseurs » des deux pays. Les tribunaux nationaux gardent cependant toute leur compétence.

Les articles 27 et 36 déclarent la pêche au hareng et au

maquereau, libre toute l'année. Mais pour éviter une exploitation sans frein, le maillage des filets et du chalut est soigneusement réglementé.

Les rédacteurs se sont aussi préoccupés du problème de l'ordre. Nous avons indiqué plus haut de quelle façon se fait la pêche au hareng et au maquereau et nous savons qu'on peut distinguer la pêche au filet et au chalut. Par suite du nombre des pêcheurs ces deux sortes de pêches se contrarient, car les filets demandent des espaces considérables pour être posés et le chalut au contraire est seulement remorqué et ne prend pas de place. Des risques d'avaries et de conflit sont donc très grands. La convention défendait en conséquence de pêcher au chalut dans les parages où se trouvent des pêcheurs au hareng ou au maquereau aux filets dérivants.

Les articles 63 et suivants s'occupent de la police des opérations de pêche.

« L'exécution des règles concernant l'établissement des  
« filets et les dimensions de leurs mailles, les poids et  
« dimensions des instruments de pêche, enfin concer-  
« nant tout ce qui tient au matériel de la pêche est placé,  
« à l'égard des pêcheurs des deux nations sous la sur-  
« veillance exclusive des bâtiments croiseurs et des  
« agents de leur propre nation.

« Toutefois les commandants des bâtiments croiseurs  
« de chacune des deux nations se signaleront mutuelle-  
« ment les infractions aux dites règles commises par les  
« pêcheurs de l'autre nation et dont ils auront eu con-  
« naissance (art. 63).

Une collaboration étroite permettra en effet de relever les plus petites infractions et de réduire très vite les tentatives de fraude.

« Toutes infractions aux mesures prescrites pour le

« placement des bateaux sur les lieux de pêche, pour  
« les distances à observer les uns des autres sont de la  
« compétence des croiseurs des deux nations, quelque  
« soit d'ailleurs la nation à laquelle appartiendraient les  
« pêcheurs qui commettraient ces infractions (art. 64).

« Les commandants des croiseurs des deux pays ap-  
« précient les causes de toutes les contraventions commi-  
« ses par les bateaux de pêche français et anglais dans  
« les mers où ces bateaux ont le droit de pêcher en com-  
« mun et lorsque les dits commandants seront convain-  
« cus du fait de ces contraventions ; ils arrêteront les  
« bateaux qui auront ainsi enfreint les règles établies  
« et pourront les conduire dans le port le plus rappro-  
« ché du lieu de l'événement pour que la contravention  
« y soit constatée tant par les déclarations contradic-  
« toires des parties intéressées que par le témoignage  
« des personnes qui auront vu les faits (art. 65).

Nous retrouverons des mesures analogues dans la convention de 1882. L'article 66 permet aux commandants des croiseurs d'user de leur influence pour concilier les parties quand les infractions seront de faible importance. Si les intéressés refusent l'arbitrage du commandant, les bâtiments sont conduits dans le port le plus rapproché.

« Tout bateau de pêche qui aura été conduit dans un  
« port étranger conformément aux deux articles pré-  
« cédents sera renvoyé dans son pays pour être jugé  
« aussitôt que la transgression pour laquelle il aura été  
« arrêté sera constatée.

« Ce bateau et son équipage ne pourront être retenus  
« plus de quatre jours (art. 67).

Donc compétence nationale des tribunaux et police internationale.

La convention prévoit enfin que les navires de passage ne peuvent mouiller de nuit dans les pêcheries de hareng ou de maquereau. Si l'obligation de mouillage résulte d'un cas de force majeure le bateau à l'ancre devra allumer ses feux de position.

Cette convention n'a jamais donné lieu à des difficultés pour son application et les infractions aux règlements sont assez rares.

Une modification lui a été apportée en 1923, mais elle ne vise que l'exploitation des bancs d'huîtres et n'a pas un grand intérêt au point de vue international.

#### **La Convention de 1882**

Elle fut signée le 6 mai 1882 à la suite d'une conférence internationale réunie à La Haye en octobre 1881. Elle a pour titre « Convention pour régler la pêche dans la mer du Nord ». Les puissances signataires sont les puissances riveraines de la mer du Nord : France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne et Hollande. La Suède et la Norvège prirent part à la conférence et se réservèrent le droit d'y adhérer ensemble ou séparément, mais elles ne la ratifièrent pas, ayant trouvé trop restreinte l'étendue de la mer territoriale.

Les lois nationales rendues par les différents Etats pour son exécution sont les suivantes :

France, 5 avril 1884 ;  
Allemagne, 30 avril 1885 ;  
Belgique, 8 janvier 1884 ;  
Danemark, 29 mars 1884 ;  
Angleterre, 29 mars 1884 ;  
Irlande, 2 août 1883 ;  
Hollande, 7 décembre 1883.

La convention ne s'applique qu'en dehors des eaux territoriales qui sont régies seulement par les lois et règlements des puissances riveraines (article I).

L'étendue de la mer territoriale est fixée à 3 milles conformément à ce qui avait été déjà admis dans nos rapports spéciaux avec l'Angleterre (convention de 1839 et règlements de 1843). Le droit de pêche est nettement distingué du droit de circulation (art. 2) « le présent article ne porte aucune atteinte à la libre circulation reconnue aux bateaux de pêche naviguant ou mouillant dans les eaux territoriales à la charge pour eux de se conformer aux règles spéciales de police édictées par les puissances riveraines ».

Les limites de la mer du Nord sont déterminées pour l'application de la convention (art. 4).

Pour le sujet qui nous intéresse : la police de la pêche, diverses mesures sont prises tant dans le but de maintenir l'ordre que pour empêcher la trop grande destruction du poisson. Les bateaux de pêche des Puissances contractantes sont enregistrés d'après les règlements administratifs des différents pays. Pour chaque port il y a une série continue de numéros précédés d'une ou plusieurs lettres initiales indiquées par l'autorité supérieure compétente. « Chaque gouvernement établira un tableau portant indication des lettres initiales. Ce tableau ainsi que toutes les modifications qui pourraient être apportées ultérieurement, devront être notifiées aux autres puissances contractantes » (art. 6).

« Les bateaux de pêche portent la lettre ou les lettres de leur port d'attache et le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port » (article 6).

Les articles 7 à 11 concernent l'application de ces rè-

gles. Il faut en outre que la nationalité de chaque bâtiment soit facilement contrôlable ; à cet effet le patron doit être porteur d'une pièce officielle dressée par les autorités compétentes de son pays, qui lui permette de justifier de sa nationalité. Ce document indique obligatoirement la lettre ou les lettres et le numéro du bateau ainsi que sa description et le nom ou la raison sociale de son propriétaire. Il est de plus défendu de dissimuler par un moyen quelconque la nationalité du bateau (articles 12 et 13).

### *Mesures relatives à l'ordre et à la sécurité*

Elles ont trait aux dispositions à prendre pour le mouillage, le jet des filets et l'emploi de certains engins (articles 14 à 23).

Les raisons qui ont déterminé les signataires à adopter ces mesures tiennent à la présence sur les lieux de pêche de navires pratiquant la pêche aux filets dérivants et au chalut (d'où possibilité de désordre) et aux habitudes prises par les pêcheurs qui agissaient chacun pour soi avec le plus parfait égoïsme. En conséquence « il est défendu à tout bateau de pêche de mouiller entre le lever et le coucher du soleil dans les parages où se trouvent établis des pêcheurs aux filets dérivants. Mais la défense ne s'applique pas à des mouillages qui auraient lieu par suite d'accident ou de toute autre circonstance de force majeure » (article 14).

Il est aussi défendu aux bateaux qui arrivent sur les lieux de pêche « de se placer ou de jeter des filets de manière à nuire réciproquement ou de gêner les pêcheurs qui ont déjà commencé leurs opérations » (article 15).

Défense aussi de mouiller ou de fixer des filets ou autres engins de pêche dans les parages où se trouvent établis des pêcheurs aux filets dérivants (art. 17) et d'amener ou de maintenir son bâtiment sur les filets, bouées ou toute autre partie de l'attirail de pêche d'un autre pêcheur (art. 18). Les articles suivants sont consacrés aux difficultés les plus fréquentes entre pêcheurs.

« Lorsque des pêcheurs au chalut se trouvent en vue de pêcheurs aux filets dérivants ou aux lignes de fond, ils doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout préjudice à ces derniers. En cas de dommage, la responsabilité encourue incombe aux chalutiers à moins qu'ils ne prouvent soit un cas de force majeure, soit que la perte subie ne provient pas de leur faute » (art. 19).

Lorsque des filets appartenant à des pêcheurs différents viennent à se mêler, il est défendu de les couper sans le consentement des deux parties. Toute responsabilité cesse si l'impossibilité de les réparer par d'autres moyens est prouvée (art. 21). Lorsqu'un bateau pêchant aux cordes croise ses lignes avec celles d'un autre bateau, il est défendu à celui qui les lève, de les couper à moins de force majeure. Dans ce cas, la corde coupée doit être immédiatement renouée (art. 21).

Sauf le cas de sauvetage et ceux prévus aux articles 20 et 21, il est défendu à tout pêcheur de couper, de crocher, de soulever sous quelque prétexte que ce soit, les filets et autres engins qui ne leur appartiennent pas (art. 22).

Il est de plus interdit d'employer tout instrument ou engin servant exclusivement à couper ou à détruire les filets. La présence à bord d'engins de cette sorte est dé-

fendue. Les Puissances contractantes s'engageaient à prendre toutes les mesures nécessaires pour en empêcher l'embarquement à bord des bateaux de pêche (art. 23).

Il ne semble pas que les croiseurs français aient eu depuis lors à sévir contre des manquements à ces règles.

Dans les articles 24 et 25, quelques dispositions concernent les feux que doivent porter les navires pour éviter les abordages et la procédure à suivre pour les bateaux et filets trouvés en mer.

La partie la plus intéressante de la convention au point de vue du droit international est relative à la surveillance de la pêche.

Sauf une règle particulière pour la Belgique où les bâtiments de police pourront être des navires de l'état commandés par des capitaines commissionnés, la surveillance de la pêche sera exercée par des croiseurs de la marine militaire des Hautes Puissances Contractantes (art. 25). Nous avons vu que cela avait déjà été organisé dans la convention franco-anglaise de 1839.

La France entretient pour cela des petits bâtiments : avisos et chalutiers, dont le port d'attache est Boulogne et qui constituent ce que l'on appelle la « Station de la Manche et de la Mer du Nord ». Nous reviendrons plus loin sur cette station et sur son rôle.

La convention distingue deux sortes de surveillances : une surveillance nationale et une surveillance internationale.

A la première est réservée l'exécution des règles re-

latives au rôle d'équipage, à la marque, au numérotage des bateaux et engins de pêche ainsi qu'à la présence à bord des instruments prohibés. Les commandants des croiseurs se signalent cependant les infractions aux diverses règles commises par les pêcheurs des autres nations (art. 27).

A la seconde est attribuée la police des autres infractions et de toutes les opérations de pêche. La surveillance internationale n'est admise — fait à signaler — que dans les cas où elle peut être le moins inquisitoriale. Le droit de chaque croiseur varie donc beaucoup suivant qu'il se trouve en présence d'un bateau de pêche de sa nationalité ou d'un bateau étranger.

#### *Pouvoirs des commandants des croiseurs*

Le commandant du croiseur qui a lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la convention a été commise, a le droit d'exiger du patron du bateau présumé en faute, l'exhibition de la pièce officielle justifiant de sa nationalité (art. 28, al. 1).

Mais il ne peut aller plus loin dans sa visite et ses recherches à bord d'un bateau pêcheur qui n'appartient pas à sa nationalité à moins toutefois que ce ne soit nécessaire pour relever les preuves d'un délit ou d'une contravention relative à la police de la pêche (art. 29, al. 2).

Il y a donc ici un droit de visite, mais un droit de visite restreint qui ne fut d'ailleurs admis qu'à la suite d'une longue discussion et de l'opposition du représentant de la France. Les commandants des croiseurs ont un pouvoir d'appréciation assez large. Si le fait imputé

n'est pas de nature grave mais que néanmoins il ait occasionné des dommages à un pêcheur, le commandant cherche à concilier les parties (art. 30).

C'est ce qui arrive très souvent et les pêcheurs préfèrent ne pas faire mentir l'adage « un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès ».

Il est dressé s'il y a lieu procès-verbal de la constatation des faits (articles 30 et 31) telle qu'elle résulte des déclarations des parties intéressées et du témoignage des personnes présentes. L'autorité de ce procès-verbal est déterminée par la législation de chaque pays. La loi française du 15 janvier 1884 rendue pour l'application de la convention attribue dans son article 4 au procès-verbal dressé par un de nos officiers. Nous avons fait preuve là comme dans bien d'autres cas d'une très grande courtoisie, mais les autres nations nous ont laissé seuls faire ce geste, et nous n'avons pas lieu de nous en étonner, la France ayant l'habitude de ne pas être suivie dans ces sortes de choses.

Dans le cas où le commandant du croiseur estime que l'infraction est assez grave, il peut conduire le bateau en contravention dans un des ports de la nation et même prendre entre les mains des autorités de la nation du bateau (art. 30, al. 3). Des sanctions ont été prévues. La résistance aux ordres des croiseurs quelque soit leur nationalité est considérée comme la résistance à l'autorité nationale du bateau pêcheur. La loi française de 1884 punit cette résistance d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de 2 à 10 jours.

Pour les pénalités à infliger aux contrevenants aux prescriptions de la convention, les lois nationales sont seules compétentes (art. 35).

Les articles 8 et suivants de la loi française de 1884 énumèrent ces sanctions :

Amende de 25 à 125 francs et emprisonnement de 3 à 20 jours pour les infractions aux articles 21, 22, 23 de la convention (fabrication, mise en vente, présence à bord, usage d'engins servant à couper ou à détruire les filets), amende de 2 à 50 francs ou emprisonnement de 1 à 5 jours pour toute violation des mesures relatives à l'ordre et à la sécurité (art. 14 à 21).

### *Juridiction compétente*

C'est la juridiction nationale du délinquant (art. 36). Il y a donc une surveillance internationale mais une juridiction nationale.

Cette convention n'a pas donné lieu à des difficultés spéciales en ce qui concerne la France. Les conflits qui se sont élevés n'ont jamais eu un caractère aigu et les commandants de notre Station de croiseurs n'ont pas eu à intervenir souvent. Les infractions les plus fréquentes sont relatives au marquage et les contestations concernent surtout les dommages causés par les chalutiers aux pêcheurs cordiers.

Nous reverrons cette question plus loin en étudiant la Station de la Manche, de la mer du Nord et d'Islande.

Signalons qu'après la proclamation de la Convention, les pêcheurs anglais et belges se firent une concurrence acharnée créant une situation tendue et qu'il fallait une déclaration du 2 mai 1891 pour introduire des règles de procédure pour les apaiser.

### **La Convention de 1887**

Une autre convention importante pour la police de la pêche en haute mer est celle du 16 novembre 1887 relative aux cabarets flottants.

Ces cabarets étaient des bâtiments qui venaient sur les lieux de pêche se livrer au trafic des spiritueux. Leurs propriétaires acceptaient en paiement, outre l'argent des pêcheurs, les produits de leur pêche et parfois leurs engins.

Des abus scandaleux s'étaient produits : des rixes sanglantes avaient eu lieu à bord de ces navires et des détournements de poisson avaient été commis au détriment des armateurs.

Il était urgent de remédier à cet état de choses. La question avait été soulevée en 1881 à la Conférence qui prépara la convention de 1882 mais cette conférence ne se considéra pas munie d'instructions suffisantes. Elle se borna à exprimer un vœu pour une entente internationale.

Une nouvelle conférence se réunii à La Haye en juin 1886. Elle élabora, non sans peine, une convention signée le 16 novembre 1887, qui dans son art. 2 interdisait de vendre des spiritueux aux personnes se trouvant à bord des bateaux de pêche ou appartenant à ces bateaux. Il était de plus défendu d'accepter en échange de tout objet, les produits de la pêche et les engins.

La principale difficulté porta sur le point de savoir comment seraient constatées les infractions, — le droit de visite étant en jeu. Le gouvernement hollandais proposa de se référer aux articles 28 à 32 de la convention de 1882.

Le délégué français soutenu par son collègue allemand fit remarquer que le droit de visite serait beaucoup plus rigoureux que pour la pêche et pourrait s'appliquer même à des bâtiments non pêcheurs. Il y aurait ainsi entrave à la liberté du commerce.

Sur la proposition du délégué anglais, on accepta le système de la convention de Paris sur les câbles sous-marins (art. 10).

L'article 7 réservait les poursuites et les sanctions à l'Etat du pavillon du navire délinquant.

« Les bâtiments croiseurs des Hautes Puissances Contractantes sont chargés de la surveillance et de constater les contraventions.

« A cet effet, les officiers commandants des croiseurs  
« peuvent exiger du capitaine et du patron du bâtiment  
« suspect, l'exhibition des pièces officielles justifiant  
« de la nationalité de son bâtiment et au besoin du  
« permis.

« En cas de contravention, ces mêmes officiers dressent  
« des procès-verbaux qui servent de base aux poursuites.

« Si, par exception le cas lui paraît assez grave pour  
« justifier cette mesure, le commandant du croiseur  
« aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient  
« le bâtiment. »

Les tribunaux compétents sont ceux du bâtiment inculpé (art. 5). Si des bâtiments de nationalité différente sont impliqués dans une même infraction, les puissances se communiqueront réciproquement les jugements rendus par les tribunaux. (Art. 5.)

Le gouvernement français déposa le projet de ratification, devant les Chambres, le 28 novembre 1888, mais la législature fut close avant la discussion qui fut renvoyée à la session suivante.

Une Commission nommée par la Chambre en 1889 déposa un rapport favorable le 21 juin 1889. Il ne lui fut pas donné de suite.

La question fut reprise en 1892. Une nouvelle Commission, se montra défavorable à la ratification.

Les arguments invoqués étaient les suivants : le droit de visite même atténué est contraire aux anciennes traditions de notre politique étrangère : la France a toujours défendu la liberté des mers et d'ailleurs, ici comme partout, on se trouve en présence d'une tentative de l'Angleterre pour obtenir le monopole de la police des mers.

Le rapporteur ajoutait, en outre, que les prohibitions étaient de nature à léser des intérêts commerciaux.

Le Parlement, impressionné par ces raisons, ne ratifia pas.

Les autres nations le firent en 1894.

La faculté d'adhésion a cependant été réservée expressément à la France.

### *Remarque*

L'article 272 du traité de Versailles du 28 juin 1919 a enlevé à l'Allemagne le droit de police sur les bâtiments de nationalité étrangère dans la Mer du Nord.

« L'Allemagne accepte que, malgré la stipulation  
« contraire contenue dans les conventions de 1882 et  
« 1887 relatives aux pêcheries et au trafic des liqueurs  
« de la Mer du Nord, tous droits d'inspection et de  
« police, lorsqu'il s'agit des bateaux de pêche des puis-  
« sances alliées, soient exercés uniquement par des  
« bâtiments appartenant à ces puissances. »

Le traité déclare remises en vigueur, sous la condition  
de l'art. 272 les conventions de 1882 et 1887 en vue de  
réglementer la pêche, en dehors des eaux territoriales.

### III

## Comment sont appliqués les règlements

---

### Protection des pêches

#### La station de la Manche, de la Mer du Nord et d'Islande

Elle est chargée d'assurer la police de la pêche dans la Mer du Nord et la Manche (et depuis 1930 dans les mers d'Islande en collaboration avec les stations de police des autres puissances signataires des conventions.

Elle a pour port d'attache Boulogne. Les bâtiments qui la composent sont sous les ordres du préfet maritime de Cherbourg et par là dépendent directement du Ministre de la Marine, mais ils travaillent surtout pour la Marine Marchande.

### HISTORIQUE

Depuis bien longtemps la Marine s'est occupée de la protection des pêches. L'état de guerre presque continu sous l'Ancien Régime réclamait cette intervention. L'Amiral réglait avec l'ennemi les trêves pêcheresses et en surveillait l'application.

Cet usage était encore en vigueur au XIX<sup>e</sup> siècle. A ce moment furent passées, comme nous l'avons vu, les premières conventions internationales relatives à la pêche : L'accord franco-anglais de 1839 et un peu plus tard la Convention de La Haye de 1882. Ces conventions chargeaient les croiseurs des puissances intéressées d'assurer l'application des prescriptions édictées. Cela

ne fit que confirmer les attributions déjà reconnues au Département de la Marine.

Le gouvernement français arma quelques petits voiliers qui furent répartis entre plusieurs zones suivant les besoins de la pêche. L'aide de l'Etat ne se borna d'ailleurs pas seulement à ce rôle de surveillance et d'intervention en cas de conflit avec les pêcheurs étrangers. Les pêcheurs sont absents pendant une période assez longue et peuvent se trouver à court de matériel et de vivres. Les croiseurs furent chargés de distribuer des filets et des vivres aux bâtiments qui en auraient besoin, le soin d'apprécier la situation étant laissé au commandant du croiseur. C'était là un moyen pour le gouvernement de combattre la routine des pêcheurs et de leur permettre d'employer du matériel neuf et plus perfectionné qu'ils n'auraient pas acheté sans cela ou dont ils ne se seraient servi qu'avec beaucoup de retard. C'est ainsi que furent distribués aux pêcheurs qui se refusaient de les employer, des filets de coton très supérieurs aux filets de chanvre.

Nos bâtiments rendirent aussi beaucoup de services en distribuant des secours médicaux. Mais leur mission véritable était la police et le maintien de l'ordre.

Avec le développement de la navigation à vapeur, les voiliers de surveillance disparurent peu à peu. En 1880 cependant la Station de la Manche et de la Mer du Nord comprenait un vapeur la « Mouette » et trois côtres « l'Eperlan », le « Hareng » et la « Sardine ».

En 1889 cet effectif semblait insuffisant au commandant de la Station qui réclamait un bâtiment supérieur à 500 tonneaux, un petit torpilleur de 80 tonnes et deux

chalutiers de 300 tonneaux pouvant donner 12 nœuds. Il reçut en partie satisfaction. La Station fut dotée d'un aviso et de deux annexes.

A la veille de la guerre, en 1913 la Station comprenait : l'aviso « Ibis » et les deux chalutiers « Estafette » et « Sentinelle ». L'Ibis était un petit yacht incapable de tenir la mer par gros temps. Son action était donc à peu près nulle. Seuls les chalutiers faisaient des croisières efficaces.

Dès le début de la guerre, la Station fut dissoute et ses bâtiments employés à la défense nationale.

En 1919, on la reconstitua. Les navires suivants lui furent affectés : aviso « Flamant », torpilleur de haute mer « La Rafale » et chalutiers « Sajou » et « Sentinelle ».

L'aviso « Flamant » reçut quelques années plus tard le nom de « Quentin Roosevelt » en souvenir du jeune fils de l'ancien président des États-Unis, tombé au champ d'honneur.

C'était un bâtiment spécialement construit pour le rôle de garde-pêche. Mis en chantier à Rochefort dès avant la guerre, il avait vu sa construction interrompue durant les hostilités jusqu'en 1917. Il entra en service en 1918 et fut affecté en 1919 à la Station de la Manche et de la Mer du Nord.

C'est un navire robuste dont la vitesse est de 14 nœuds et le rayon d'action de 1.500 milles.

La composition de la Station est aujourd'hui la suivante :

Aviso « Quentin-Roosevelt ;

### Annexes « Estafette » et « Sentinelle ».

Les deux annexes sont des chalutiers qui présentent des avantages malheureusement annulés par un gros défaut : ce sont de très bons bateaux tenant admirablement la mer et qui, ressemblant aux navires qu'ils ont pour mission de surveiller peuvent les approcher sans trop éveiller leur attention, mais ils sont trop lents (ils ne donnent seulement que 4 nœuds) et bien souvent les délinquants s'enfuient sans qu'ils puissent les rattraper.

Le rôle des croiseurs de la Station est d'assurer l'application des conventions internationales passées soit entre la France et l'Angleterre pour la pêche en dehors des eaux territoriales dans la Manche et les mers d'Irlande, soit pour les mêmes zones entre les puissances riveraines de la Mer du Nord. En 1930 la Station de Terre-Neuve qui avait dans ses attributions la zone d'Islande fut déchargée par la Station de la Manche et de la Mer du Nord d'une besogne trop considérable pour la « Ville d'Ys ». La police des mers islandaises est désormais de la compétence du « Quentin Roosevelt » et la Station a pris le nom de « Station de la Manche, de la Mer du Nord et d'Islande.

### *Action de la Station*

A la fin du mois de mars, la « Sentinelle » ou « l'Estafette » quitte Boulogne pour les eaux irlandaises. Il accompagne les pêcheurs au maquereau qui ainsi que nous l'avons vu exploitent à ce moment la région comprise entre les îles Scilly et l'Irlande. Ses bases sont alors : Penzance en Cornouailles et Kinsale en Irlande.

En avril et en mai, le « Quentin-Roosevelt » vient sur les lieux de pêche se rendre compte de ce qui se passe. il est renseigné par le chalutier et directement par les pêcheurs. Il fait alors généralement une croisière d'information dans les ports de la côte sud-ouest de l'Angleterre.

La pêche au maquereau terminée, commence celle du hareng, la plus importante pour la Station.

Dès le début de juin, un des chalutiers se trouve à la hauteur des Shetland en même temps que nos pêcheurs. Il les suivra désormais pendant toute la descente des bancs le long des côtes anglaises.

L'autre chalutier, ayant terminé sa surveillance des pêcheries de maquereau, fait une inspection des côtes de Norvège où se trouvent en juillet quelques pêcheurs à la morue et rejoint le premier de manière à ce qu'en se relayant, il y ait, au moment de la période intensive de la pêche, au mois d'août, septembre et octobre, un bâtiment sur le Dogger-Bank.

Le « Quentin-Roosevelt » appareille en juin pour un voyage circulaire autour de la mer du Nord, pendant lequel il visite les principaux ports de pêche de Norvège, Danemark, Hollande, Belgique et Angleterre.

Au début de novembre, ou plus tard quelquefois, tous les bâtiments rallient Boulogne où pendant l'hiver ils préparent la campagne de l'année suivante.

L'intervention des croiseurs est très efficace et leur rôle de conciliateur très actif. Il est rare que les incidents qui surviennent ne soient pas réglés sur place sans que les tribunaux aient à statuer.

Toutefois en ce qui concerne la pêche des crustacés, nous avons indiqué en passant les dispositions des pêcheurs camaretois qui ne se gênent pas pour violer les eaux territoriales irlandaises chaque fois qu'ils croient pouvoir le faire sans courir trop de risques. Leurs agissements ont donné lieu à de nombreuses plaintes de la part du gouvernement irlandais qui donna des instructions très sévères à ses garde-pêches et qui punit d'amendes élevées et de la confiscation des engins de pêche et du poisson les camaretois surpris en flagrant délit de fraude.

Le gouvernement français de son côté admonesta vigoureusement les patrons pêcheurs, mais il fallut la dure répression des irlandais pour les amener à se montrer plus respectueux des règlements. Cette période fut surtout celle de 1926 et 1927.

Les annexes françaises chargées de la surveillance, dans leur rapport de 1928 signalent que les incursions des pêcheurs camaretois dans les eaux irlandaises avaient diminué. Les autorités anglaises et irlandaises se plaignaient cependant des difficultés que leur occasionnaient nos nationaux et du tort qu'ils faisaient aux pêcheurs des îles Scilly et de la côte d'Irlande.

Le cas de l'*Emigrant* est typique. Ce navire surpris en flagrant délit de pêche dans les eaux territoriales par le garde-pêche « *Muirchu* » résista et son équipage menaça de coups de fusil les autorités de police. Une amende de 25 livres lui fut infligée. D'autres bâtiments avaient eux aussi des armes à bord dont ils ont été sur le point de faire usage. Cet état d'esprit est des plus regrettables et nos surveillants ne sauraient trop s'employer à le faire cesser.

Il est vrai toutefois que les irlandais se montrent très durs vis-à-vis de nos pêcheurs, allant jusqu'à leur refuser le droit de s'abriter le long de la côte en cas de mauvais temps. La police irlandaise emploie de plus dans ses recherches les dénonciations de la population locale. Mais ces procédés ne sauraient excuser les agissements des camaretois.

En 1929 les croiseurs français signalaient une diminution notable des incidents mais l'attribuaient plus aux dispositions bienveillantes du gouvernement irlandais qu'à un grand changement de la part de nos pêcheurs, attirés dans les eaux territoriales par la présence de la langouste.

Citons encore un cas de violation de ces eaux. Fin novembre 1931 la « *Perle des Vagues* » langoustier douarneniste en route pour le Maroc fut poussé par la tempête sur les côtes d'Irlande. Le patron ayant reconnu sa position et bien qu'il sut qu'il se trouvait dans les eaux prohibées commença une pêche dont les résultats étaient excellents. Surpris par le garde-pêche, il fut amené dans le port de X... et son poisson confisqué ainsi que ses engins de pêche. Son patron fut de plus condamné à payer une amende de 3.000 francs.

Il serait urgent que des dispositions soient prises par les gouvernements intéressés pour que cette situation prenne fin et que la pêche soit régularisée le long des côtes irlandaises. On pourrait peut-être envisager une autorisation de pêcher la langouste dans ces eaux car ce crustacé ne se vend pas sur le marché anglais, la

population ne le consommant pas. En échange des droits sur les produits anglais seraient abaissés.

Quant aux plaintes des cordiers contre les chalutiers, elles sont toujours écoutées avec la plus grande attention et des sanctions sont prises si elles sont véritablement fondées. Le rapport du commandant du « *Quentin-Roosevelt* » indique qu'en 1928 le garde-pêche anglais « *Garry* » nous signalait que des cordiers anglais étaient gênés par des chalutiers boulonnais qui leur avaient en outre détruit leur tessure. « *L'Estafette* » envoyé sur les lieux saisit un chalutier qui fut conduit à Douvres où il fût relâché après audition du capitaine.

Un autre exemple montrera le rôle de conciliateur des commandants des croiseurs.

Un chalutier boulonnais avait en 1929 causé des avaries à un drifter de Plymouth. L'indemnité demandée par ce dernier paraissant exagérée, les commandants du « *Quentin-Roosevelt* » et de « *L'Harebell* » après échange de vues réglèrent l'incident en ramenant l'indemnité à de justes proportions.

Le tableau suivant extrait du rapport sur les pêches françaises en Manche et en Mer du Nord pour les campagnes de 1929 permet de se rendre compte de l'activité de la Station.

Campagne du maquereau et des crustacés  
(mars-juillet)

« QUENTIN-ROOSEVELT »

|    |       |      |       |                                                                  |
|----|-------|------|-------|------------------------------------------------------------------|
|    |       | 2    | avril | Départ de Boulogne.                                              |
| 3  | avril | — 6  | "     | Cherbourg                                                        |
| 10 | "     | — 16 | "     | Londres (Congrès international<br>pour l'exploration de la mer). |
|    |       | 17   | "     | Newhaven.                                                        |
| 17 | "     | — 21 | "     | Portland.                                                        |
| 21 | "     | — 25 | "     | Torquay.                                                         |
| 25 | "     | — 27 | "     | Falmouth.                                                        |
| 27 | "     |      |       | Scilly-Ste-Mary.                                                 |
| 28 | "     | — 3  | mai   | Glengariff.                                                      |
| 3  | mai   | — 6  | "     | Galway                                                           |
| 7  | "     | — 9  | "     | Kinsale                                                          |
| 9  | "     | — 12 | "     | Queenstown                                                       |
| 13 | "     | — 16 | "     | Fleetwood                                                        |
| 17 | "     | — 18 | "     | Milford-Haven                                                    |
| 19 | "     | — 21 | "     | Penzance                                                         |
| 22 | "     | — 24 | "     | Dartmouth                                                        |
| 25 | "     | — 4  | juin  | Boulogne                                                         |

« ESTAFETTE »

|    |       |      |       |                                                                                                                             |
|----|-------|------|-------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |       | 5    | mars  | Appareillage de Cherbourg                                                                                                   |
| 6  | mars  | — 12 | "     | Croisière côtière d'information<br>dans l'Atlantique : Douarnenez<br>et Brest.                                              |
| 17 | "     | — 5  | avril | Surveillance de la pêche aux crus-<br>tacés sur les côtes de Cor-<br>nouailles Base : Penzance.                             |
| 10 | avril | — 10 | mai   | Surveillance de la pêche au maque-<br>reau d'Irlande. Bases : Penzance<br>et Kinsale.                                       |
| 10 | mai   | — 17 | "     | Surveillance des pêcheries de crus-<br>tacés sur la côte d'Irlande.                                                         |
| 25 | "     | — 19 | juin  | Surveillance des pêches au maque-<br>reau d'Irlande. Base : Kinsale.                                                        |
| 20 | juin  | — 30 | "     | Croisière côtière d'information en<br>Atlantique : Le Conquet, Beno-<br>det, Lorient, Groix, Douarnenez,<br>Camaret, Brest. |
|    |       | 30   | "     | Cherbourg.                                                                                                                  |

« *SENTINELLE* »

|            |   |          |                                                                                                                             |
|------------|---|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 20 février | — |          | Appareillage de Boulogne.                                                                                                   |
| 22 février | — | 5 mars   | Croisière d'information sur la côte nord de Bretagne : St-Servan, Lequivy, Lannion, Roscoff, L'Aberwrach, Roscanvel, Brest. |
| 6 mars     | — | 10 avril | Surveillance des pêcheries de maquereau d'Irlande. Bases : Penzance et Kinsale.                                             |
|            |   | 10 avril | Galway.                                                                                                                     |
| 15 avril   | — | 20 "     | Surveillance de la pêche aux crustacés sur la côte ouest d'Irlande.                                                         |
| 25 "       | — | 10 mai   | Surveillance des pêcheries de maquereau en Irlande. Base : Kinsale.                                                         |
| 12 mai     | — | 8 juin   | Croisière océanographique en Atlantique et en Manche.                                                                       |
|            |   | 8 juin   | Saint-Servan.                                                                                                               |
|            |   | 12 juin  | Cherbourg.                                                                                                                  |

Campagne du hareng en Mer du Nord et en Manche  
(Campagne de 1928)

« *QUENTIN-ROOSEVELT* »

|              |   |                           |                    |
|--------------|---|---------------------------|--------------------|
|              |   | 29 mai                    | Départ de Boulogne |
| 30 mai       | — | 1 <sup>er</sup> juin      | Le Helder          |
|              |   | 2 juin                    | Canal de Kiel      |
| 3 juin       | — | 18 "                      | Copenhague         |
| 11 "         | — | 19 "                      | Geteberg           |
|              |   | 21 "                      | Oslo               |
| 18 "         | — | 16 "                      | Trondjen           |
| 23 "         | — | 27 "                      | Bergen             |
| 29 "         | — | 1 <sup>er</sup> septembre | Edimbourg          |
| 2 septembre  | — | 18-septembre              | Lewesteft          |
| 15 août      | — | 16 août                   | Boulogne           |
| 26 septembre | — | 28 septembre              | Flessingue         |
| 21 septembre | — | 25 septembre              | Ostende            |
| 29 septembre |   |                           | Boulogne           |

« *SENTINELLE* »

3 juillet Départ de Boulogne

7 " Lerwick

13 juillet — 2 novembre Surveillance des pêcheries de hareng en mer du Nord. Relâches et ravitaillement à Aberden, Peterhead, Sunderland, Grimsby, Lewesteff.

2 novembre - 1<sup>er</sup> décembre Surveillance de la pêche côtière et des pêcheries de hareng en Manche. Relâches à Boulogne et à Calais.

1<sup>er</sup> décembre-17 décembre Cherbourg (carénage).

17 janvier — 24 janvier Surveillance de la pêche côtière et des pêcheries de hareng en Manche.

« *ESTAFETTE* »

14 juillet Départ de Boulogne.

16 " Aberdeen.

20 juillet — 16 octobre Surveillance des pêcheries de hareng en mer du Nord. Relâches et ravitaillement à Aberdeen, Sunderland, Grimsby et Lewesteff.

16 octobre — 20 janvier Surveillance de la pêche côtière et des pêcheries de hareng en Manche. Relâches à Boulogne, Calais, Dunkerque et Dieppe.

20 janvier — 5 mai Cherbourg.



TROISIEME PARTIE

---

**LA GRANDE PÊCHE**



La grande pêche est celle de la baleine et de la morue.

Quoique cette dernière soit la seule aujourd'hui qui soit pratiquée par nos pêcheurs, nous voulons cependant dire quelques mots de la première.

## I

### La pêche à la baleine

Elle fut exercée à l'origine par les pêcheurs biscaynns dans le Golfe de Gascogne. Mais les résultats étaient médiocres car les cétacés pourchassés cherchèrent un refuge dans d'autres eaux.

La découverte de Terre-Neuve en 1490 et la présence le long des côtes américaines et du Labrador de troupeaux de baleines allaient lui donner un nouvel essor.

La région fut exploitée durant tout le courant du seizième siècle. Au dix-septième, la baleine commençant à diminuer des explorateurs s'en allèrent reconnaître les abords du Spitzberg et leurs recherches furent couronnées de succès. En 1613 les Basques y chassaient mais en furent expulsés par les Anglais. C'est en raison des difficultés qu'ils trouvèrent à établir leurs huileries à terre qu'ils se mirent à préparer les huiles à bord. C'est l'origine des usines flottantes seules employées actuellement et dont l'inventeur se nommait, dit-on, François Soupite de Cibourre.

Le principal port français qui armait pour cette pêche était Le Havre. Dans le courant du dix-septième siècle, le gouvernement français voulut développer cette industrie dans notre pays. Il exonéra de droits de douane les

huiles produites par la pêche française, interdit l'importation d'huiles étrangères, et encouragea par des primes la venue dans nos ports de pêcheurs américains spécialistes.

Survint la Révolution et l'Empire, où toute activité cessa. Dès la Restauration il fallut reconstruire. De nombreuses ordonnances, dont la première en date du 8 février 1816 créeront des primes à l'armement, sanctionnées par une loi du 22 avril 1822. Cette loi fut prorogée jusqu'à celle du 22 février 1851, elle-même prorogée en 1860, 1870, 1880. Elle établissait une protection douanière, créait des primes en argent, et accordait des facilités dérogatoires aux obligations concernant le commandement et la conservation de la nationalité des bâtiments.

Mais dès 1868, on n'armait presque plus pour la pêche à la baleine. La concurrence faite par les huiles minérales et végétales, les difficultés croissantes pour recruter des équipages, l'éloignement de plus en plus grand des zones où se réfugiaient les cétacés — les régions polaires — sont chez nous les raisons de la disparition de ce genre de pêche.

La loi du 26 février 1911 (modifiée récemment), relative aux primes à accorder aux grandes pêches n'a pas reproduit les dispositions de la loi de 1851.

Mais si nous n'armons plus pour la baleine, nous sommes cependant intéressés d'une manière indirecte à sa pêche. On en trouve en effet dans les eaux de certaines de nos colonies. Au large des côtes de Madagascar, du Gabon et de l'Afrique Occidentale, elle sont chassées par des bâtiments norvégiens. Il serait peut-être opportun que le gouvernement intervienne pour protéger des espèces dont l'exploitation est rémunératrice, et pour

encourager la création de bases de pêche qu'utiliseraient des sociétés françaises qui disputeraient aux sociétés norvégiennes le quasi monopole qu'elles ont aujourd'hui.

La question de la pêche à la baleine vient d'être à l'ordre du jour. L'Assemblée de la Société des Nations avait en 1924, demandé au Conseil de convoquer un comité de juristes pour établir une liste des matières de droit international susceptibles de codification. M. José Suarez, membre de ce comité, dans un rapport du 8 Décembre 1925, étudiant le problème de l'exploitation de la mer, et examinant tout spécialement la chasse à la baleine et les mesures à prendre pour en empêcher la destruction, concluait en ces termes :

« Il est possible d'instituer au moyen d'une réglementation appropriée, une exploitation économique des richesses de la mer. Cette réglementation sera favorable aux intérêts de tous, car si la confusion actuelle persistait, elle entraînerait la disparition des principales espèces, comme conséquence d'une exploitation sans bornes et sans mesure. »

« Les traités relatifs à cette matière ne concernent que certaines espèces, et ne sont pour la plupart que de nature régionale.

« Ils n'ont pas toujours envisagé la question dans ce qu'elle a d'intéressant et d'urgent pour l'humanité, à savoir la recherche des moyens propres à éviter la disparition des espèces, et concernant parfois des procédés de police et purement commerciaux, sans se placer au point de vue biologique économique qui prime tous les autres.

« Il faut attirer l'attention de toutes les puissances maritimes sur la nécessité qu'il y a à établir sans délai

« cette réglementation, au moyen d'une conférence com-  
« prenant des experts en matière de zoologie maritime  
« appliquée, des industriels en produits marins, des  
« juristes.

« Sous réserve de l'inscription possible d'autres arti-  
« cles, le programme général technique de la confé-  
« rence dont il est question dans le paragraphe précé-  
« dent pourrait être le suivant :

« 1° Bases générales et régionales pour l'organisation  
« d'un système de contrôle plus rationnel et uniforme  
« des exploitations de la faune maritime sous tous ses  
« aspects.

« 2° Réserve de zones, organisation de leur exploita-  
« tion, suivant un système d'alternance, fixation des épo-  
« ques de fermeture de la chasse, et de l'âge des ani-  
« maux qu'il serait permis de chasser.

« 3° Détermination de la manière la plus efficace de  
« surveiller l'application des mesures adoptées et de  
« maintenir ce contrôle. »

Le comité de juristes communiqua aux gouverne-  
ments un questionnaire relatif à l'exploitation des ri-  
chesses de la mer, en y joignant le rapport de M. Suarez.  
En 1927, il avait reçu un certain nombre de réponses.  
Celle qui nous intéresse est celle qui fût faite par le  
gouvernement français. Celui-ci déclara qu'il était à  
son avis désirable de régler la question par voie de  
convention générale.

« Il semble, disait-il, que tous les états ont au même  
« titre que la France intérêt à éviter une disparition  
« prochaine des animaux marins, et à mettre fin aux  
« massacres inconsidérés de divers côtés, notamment

« dans les mers du sud, et notamment encore sur les  
« côtes du Gabon. La question est d'ores et déjà très sé-  
« rieusement examinée par nos départements minis-  
« tériels intéressés. Ils sont d'accord pour penser qu'une  
« conférence réunie pour étudier cette affaire pourrait  
« parvenir sans difficultés excessives à une convention  
« générale, ainsi qu'il a été fait en Afrique pour la pro-  
« tection de la faune, en Europe pour la protection des  
« oiseaux utiles à l'agriculture, et dans le nord du Paci-  
« fique entre les puissances intéressées en ce qui con-  
« cerne les phoques à fourrure. »

La majorité des états consultés concluait aussi à la nécessité d'une réglementation. La question débordait celle de la pêche à la baleine, mais si nous en avons parlé, c'est qu'elle met en lumière l'utilité d'ententes internationales pour préserver des espèces qui risqueraient de diminuer dans des proportions considérables, et même de disparaître, pour le plus grand préjudice de l'humanité, si elles continuaient à être livrées à l'exploitation sans frein des pêcheurs des différentes nations, qui n'auraient en vue qu'un résultat immédiat, et ne se préoccuperaient pas de l'avenir. Or, le principe de la liberté des mers favorise actuellement cet état de choses, car aucune sanction ne peut être véritablement efficace, sans accord préalable entre les puissances. C'est un problème que nous retrouverons en étudiant la pêche à la morue.

## II

### La pêche à la morue

Elle constitue notre grande pêche.

Les régions où on la pratique sont toutes situées dans le nord, car la morue est un poisson des mers froides. Ce sont les alentours de Terre-Neuve et les Bancs, la mer d'Islande, les eaux des îles Ferce, le Dogger Bank dans la Mer du Nord et depuis quelques années les côtes du Groënland.

Nous allons étudier comment dans chacune d'elles est assurée la police de la pêche.

#### I. — LA ZONE DE TERRE-NEUVE

La loi du 26 Février 1911 qui organise le régime des primes aux grandes pêches, délimite dans son art. 2, la zone de Terre-Neuve. Elle s'étend à l'est jusqu'au 45° degré de longitude ouest, et au sud jusqu'au 42° degré de latitude nord.

On peut la diviser en deux parties, dont la seconde est à l'heure actuelle la seule, ou tout au moins presque la seule que fréquentent nos pêcheurs.

I. — Les eaux de la côte ouest de l'île désertées depuis 1904.

II. — Les Bancs.

Nous suivrons ce plan pour notre étude.

### Les origines de la pêche à Terre-Neuve

Il règne autour des origines de la pêche à la morue à Terre-Neuve, une atmosphère de légende.

Les Basques français et espagnols, les Bretons et les Normands, revendiquent l'honneur d'avoir fréquenté les « Terres-Neuves », bien avant que Christophe Colomb n'eut découvert l'Amérique. Divers documents sont invoqués à l'appui de cette thèse. Les registres de l'Amirauté de Honfleur signalaient, paraît-il, au seizième siècle, des congés accordés pour aller à la pêche des morues « avant que Colomb fut cogneu ».

De plus un contrat passé le 14 Décembre 1514 entre les marins de l'île de Bréhat et les moines de Beauport donnait à ces derniers droit à la dîme sur la morue pêchée à Terre-Neuve. « Quel devoir de desme de poesson avaient les diz devorantz en ladite isle de Bréhat et leurs prédécesseurs de paravant eulx faict possession de payer par an, deux, trois, quatre, cinq, dix, vingt, trante, quarante, cinquante, sexante ans et dedans ».

Dans un mémoire paru en 1661, Etienne Cleirac, avocat près le Parlement de Bordeaux, assure que « les grands profits et la facilité que les habitants de Capbreton près Bayonne, et les Basques de Guyenne ont trouvé à la pescherie des balenes, ont servi d'amorce à les rendre dangereux à ce point que d'en faire queste sur l'Océan par les longitudes et les latitudes du monde », et il soutient que c'est ainsi qu'ils parvinrent dans les eaux de Terre-Neuve où ils s'aperçurent que pullulait un poisson qu'ils appelèrent « baccaleos » et qui n'était autre que la morue.

Cette opinion est aussi celle de Nicolas de Lamarre dans son *Traité de Police* édité au début du xviii<sup>e</sup> siècle

et celle de Valin dans ses commentaires de l'ordonnance de 1681.

Mais il n'y a là qu'une hypothèse impossible à vérifier, car aucun texte authentique ne peut être cité en ce sens. En effet, une enquête ordonnée par le gouvernement dans les archives communales de Saint-Malo, La Rochelle, et Bayonne ne donna aucun résultat. Les documents cités semblent donc apocryphes.

Nous croyons plutôt avec M. Arnold Raestadt (1) que les pêcheurs furent poussés dans ces mers lointaines par leur tempérament aventureux et qu'y ayant découvert des baleines et des morues, ils le firent savoir à leurs compatriotes qui vinrent de plus en plus nombreux prendre leur part dans les profits que procura bien vite l'exploitation d'un poisson aussi répandu.

Quoi qu'il en soit, dès le seizième siècle, la grande pêche est commencée. Nous en trouvons confirmation dans « l'Histoire du commerce des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale » (1755) et les Commentaires de l'Ordonnance de la Marine par Valin (1776).

Concurrencée par les Portugais et les Anglais, la France devint rapidement la première puissance pour la pêche. Ce sont les Normands qui chez nous envoient les premiers des navires à Terre-Neuve. En 1506, Jehan Denys et le pilote Gamart traversent l'Océan. En 1508, des bâtiments jaugeant 60 à 90 tonneaux dont « La Bonne Aventure », capitaine Jacques de Rufosse, la « Sibylle », le « Michel » et la « Marie des Bonnes Nouvelles » quittent Rouen. En 1536, Le Havre arme son premier terre-neuve, la « Catherine ». Deux ans plus tard, du mois de Janvier au mois de Mars, il appareille environ

---

(1) Arnold RAESTADT, « La pêche à la morue ».

deux navires par jour à Rouen, Le Havre, Honfleur et Dieppe. En Bretagne, Bréhat et Saint-Brieuc équipent des voiliers. Puis c'est le tour de Roscoff, Paimpol, Morlaix. Mais ces ports s'effaceront bientôt devant Saint-Malo qui sera le grand concurrent des Normands et dont les marins seront à ce point redoutés qu'en 1591 les commandants anglais viendront demander au conseil municipal de la ville corsaire la permission d'aller pêcher à Terre-Neuve.

A La Rochelle, en plus des navires équipés directement par eux, les armateurs se font les commanditaires des pêcheurs d'autres régions et leur construisent des navires. C'est ainsi qu'en 1541 ils mettent à la voile 71 bâtiments dont 13 rochelais seulement. L'importance de cette flotte rochelaise ne fera qu'augmenter et à la fin du xvr<sup>e</sup> siècle elle sera de plus de 100 voiles réunissant un effectif d'environ 2.000 hommes.

Quant à l'armement basque, assez florissant pendant le xvr<sup>e</sup> siècle, il prit fin sous le règne de Louis XIV après que celui-ci eut défendu aux basques français de s'embarquer à bord des navires espagnols.

La présence sur les bancs de Terre-Neuve en l'an 1578 de 150 navires français, 100 espagnols, 50 portugais et 30 anglais permet de juger du développement de la grande pêche à cette époque.

Au xvr<sup>e</sup> siècle, le premier port français est Saint-Malo. Les malouins réglementaient la pêche sur le Grand banc et l'établissement des pêcheries sur le rivage de Terre-Neuve. Une ordonnance du Parlement de Rennes en date du 31 mars 1640 rendit ces prescriptions obligatoires pour tous les pêcheurs bretons et un arrêt du Conseil du 28 Avril 1671 l'étendit à toute la France.

L'ordonnance de 1681 en reprendra d'ailleurs les principales dispositions.

Vers la fin du siècle nous dominions complètement tous nos rivaux. Alors qu'en Angleterre la grande pêche était en décroissance, nos armateurs expédiaient sur les bancs, une flotte de 300 navires comptant 16 à 20.000 matelots.

Le néfaste traité d'Utrecht de 1713 céda Terre-Neuve aux Anglais et ne nous reconnut plus qu'un droit de pêche le long des côtes de l'île et un droit de sécherie sur une bande de territoire, le « French Shore ». Malgré de nombreuses vexations de la part des croiseurs anglais, le nombre des terre-neuvas ne cessa d'augmenter. Rouen, Dieppe, Fécamp, Le Havre, Honfleur, Granville, Saint-Malo, Nantes, La Rochelle, Les Sables, Bordeaux, Bayonne, arment plus de 500 navires.

Puis éclata la Révolution qui allait être à partir de 1793 une période d'éclipse complète pour notre navigation commerciale. Les Anglais maîtres de la mer jouiront pendant vingt ans d'un quasi monopole sur les bancs.

Mais en 1815, la France va de nouveau reprendre sa place. Les armements reprennent. L'activité renaît dans nos ports.

En Bretagne, toutefois, c'est Saint-Malo qui va désormais être seul à armer pour Terre-Neuve, car les autres ports se sont rejetés sur les mers d'Islande.

Durant tout le xix<sup>e</sup> siècle nous gardâmes le premier rang. Nous le conservons encore aujourd'hui mais il ne faut pas se faire d'illusions, la concurrence est beaucoup plus grande qu'autrefois.

Les Américains et les Canadiens font un gros effort

pour développer chez eux une industrie dont les résultats sont rémunérateurs et ils ont l'avantage d'être très près des bancs.

De plus à l'heure actuelle, un facteur nouveau intervient. Les chalutiers ont fait leur apparition dès le début du xx<sup>e</sup> siècle. Si nos ports, en grande majorité arment des voiliers, Fécamp et Saint-Malo expédient chaque année à Terre-Neuve un certain nombre de chalutiers. En 1893, par exemple, on comptait à Saint-Malo 80 voiliers et 7 chalutiers, à Fécamp 13 voiliers et 19 chalutiers.

Les autres nations possèdent elles aussi de ces puissants navires, notamment l'Angleterre et les Etats-Unis.

On a pu croire un moment que le terre-neuva allait s'effacer devant le nouveau venu. Les avantages de ce dernier sont, en effet, très considérables. Il permet le transport rapide du poisson et il donne aux pêcheurs un confort beaucoup plus grand. Cela n'a pas eu lieu. Les mers de Terre-Neuve verront peut-être plus tard des chalutiers mixtes, à voile et à moteur, mais pour le moment c'est encore le voilier qui domine.

Nous pensons qu'il en va mieux ainsi. Ce n'aurait pas été sans mélancolie que nous aurions vu disparaître petit à petit ces magnifiques bâtiments, chefs-d'œuvre de construction, à la silhouette élégante toute drapée de blanc. Toute une époque s'en serait allée, l'époque des longues traversées où l'on pouvait sentir véritablement tout ce que la mer a de prenant dans l'effort continu qu'elle exige de ceux qui vivent d'elle.

**Le French Shore et le Treaty Shore**  
**L'Evolution de nos Droits à Terre-Neuve**

Découverte en 1498 par Sébastien Cabot et reconnue pour île par Jacques Cartier en 1534, Terre-Neuve fut considérée jusqu'au milieu du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle comme un territoire sans maître, aucune nation n'y exerçant une véritable souveraineté.

Les Espagnols, les Français, les Anglais y venaient bien pêcher et occupaient des points déterminés du littoral mais c'était là une situation de fait et non de droit.

Après la Révolution d'Angleterre, l'Espagne ayant été évincée, il ne reste plus en présence que la France et l'Angleterre. L'île fut partagée par le Traité de Bréda en 1667. La France conservait Plaisance et la presque île d'Avalon où elle était installée déjà depuis quelques années. L'Angleterre se réservait un monopole de pêche du cap Race au cap Bonavista, c'est-à-dire sur la côte est de l'île. Les gouverneurs de Plaisance et de Renew's confirmèrent ces limites en 1686.

Notre souveraineté dura peu. La lutte que nous avons entreprise contre l'Angleterre se termina à notre désavantage et le traité d'Utrecht du 11 avril 1713 qui consacrait le premier démembrement de notre empire colonial abandonnait à notre rivale la possession de Terre-Neuve et des îles adjacentes.

« L'île de Terre-Neuve avec les îles adjacentes appar-  
« tiendront désormais à la Grande-Bretagne, et à cette  
« fin le Roy Très Chrétien fera remettre à ceux qui se  
« trouveront à ce commis en ce païs là, dans l'espace  
« de sept mois à compter du jour de l'échange des rati-  
« fications de ce traité, ou plutôt si faire se peut, la  
« ville et le fort de Plaisance et autres lieux que les

« Français pourraient encore posséder dans ladite île,  
« sans que ledit Roy Très Chrétien, ses héritiers et ses  
« successeurs, ou quelques-uns de ses sujets puissent  
« désormais prétendre quoique ce soit et en quelque  
« temps que ce soit sur ladite île ou les îles adjacentes  
« en tout ou en partie.

« Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier au-  
« cun lieu ni d'y établir aucune habitation en façon  
« quelconque, si ce n'est des échafauds et des cabanes  
« nécessaires et usités pour sécher le poisson, ni abor-  
« der dans ladite île dans d'autres temps que celui qui  
« est propre pour sécher et nécessaire pour sécher le  
« poisson. Dans ladite île, il ne sera pas permis aux  
« dits sujets de France de pêcher et de sécher le poisson  
« en aucune autre partie que depuis le lieu appelé Cap  
« de Bonavista jusqu'à l'extrémité septentrionale de la-  
« dite île et de là en suivant la partie occidentale jus-  
« qu'au lieu appelé Pointe Ridre. Mais dans l'île dite du  
« Cap Breton et toutes autres quelconques situées dans  
« l'embouchure et le golfe du Saint-Laurent demeure-  
« ront à l'avenir à la France avec la faculté au Roy  
« Très Chrétien d'y fortifier une ou plusieurs places »  
(article 13). Cet article déterminait donc d'une façon  
très précise quelle était notre situation à Terre-Neuve :  
nous pouvions pêcher sur les côtes nord et nord ouest  
de l'île et construire à terre tous les établissements né-  
cessaires pour faire sécher le poisson. La région concé-  
dée prit le nom de French Shore. Des discussions s'éle-  
vèrent quant à la nature du droit qui nous était ainsi  
reconnu. La thèse française était dans le sens d'un droit  
exclusif. La thèse anglaise était celle d'une liberté, d'une  
faveur et réservait aux terre-neuviens la faculté d'exploit-  
ter la zone concurremment avec nos pêcheurs. Nous ne

reviendrons pas sur une question qui a soulevé tant de polémiques et sur laquelle on a tant écrit. Il semble cependant qu'ayant cédé à l'Angleterre nos droits sur Terre-Neuve, nous avons perdu ce qui en est un des attributs essentiels : la jouissance des eaux territoriales avec le droit d'y pêcher. Les Anglais auraient donc pu nous interdire d'y venir et leur thèse a, quand on se réfère à la lettre du pacte, une certaine valeur.

M. Emile Bourgeois dans « Nos droits à Terre-Neuve » en 1899 estimait qu'il ne faut pas être plus royaliste que le roi et que Louis XIV n'ayant pas employé le mot « droit exclusif » il n'y a pas lieu de vouloir interpréter le traité d'une façon différente.

Dès 1711, en effet, le roi était disposé à céder Terre-Neuve mais à condition « que ses sujets pussent continuer à pêcher et sécher la morue dans la partie dite du Petit Nord de l'île ». Les Anglais exigèrent l'interdiction absolue de pêcher. Louis XIV leur répondit qu'il continuerait plutôt la guerre que de priver les Français « des poissons secs et salés nécessaires à leurs abstinences » et c'est grâce à sa volonté bien arrêtée de ne pas céder que nous dûmes « la faculté » de pêcher dans les eaux de l'île et que nous conservâmes l'île du Cap Breton.

Quoiqu'il en soit, jusqu'à 1743 nous pûmes jouir d'un monopole de fait car seuls des pêcheurs bretons fréquentaient le *French Shore*.

Mais l'île commença à se peupler pendant la guerre de Succession d'Autriche et la Guerre de Sept Ans, et des difficultés ne tardèrent pas à surgir. Des conflits s'élevèrent entre nos nationaux et les habitants de l'île qui entreprirent de concurrencer nos pêcheurs. Pour sauvegarder notre industrie, Choiseul essaya de faire

reconnaître comme « droit exclusif » par le gouvernement anglais ce qui résultait seulement d'une pratique. Le texte du traité de 1713 étant formel, il en invoqua l'esprit et fit tenir à Lord Halifax par notre ambassadeur le message suivant « Si vous interprétez, Milord la lettre du traité d'Utrecht en votre faveur, vous ne pouvez au moins disconvenir que le sens est pour nous puisque si les ministres plénipotentiaires qui l'ont rédigé avaient voulu établir une concurrence entre les deux nations ils seraient en même temps convenu du quomodo, car la pêche se faisait pour Lors comme aujourd'hui, et vous voyez l'embarras où nous sommes pour prendre les mesures nécessaires à cet objet. Au lieu de cela, les Français y ont toujours pêché seuls. Quelle preuve plus évidente peut-on avoir que c'était l'intention des parties contractantes ».

L'argument était habile mais nous avons montré qu'il n'était pas exact. Il ne fut pas d'ailleurs pris en considération par le cabinet britannique.

Les circonstances ne nous étaient pas non plus favorables. Battus aux Indes où nous perdions Pondichéry et au Canada où Quebec et l'île du Cap Breton venaient de tomber aux mains des Anglais nous ne pouvions pas espérer grand chose. Choiseul fit cependant des ouvertures de paix en 1761. Il offrit Minorque en échange de l'île du Cap Breton et de la « liberté » de la pêche à Terre-Neuve. Son but était de permettre à nos pêcheurs de se réfugier dans une rade sûre.

Le cabinet britannique se montra intransigeant. Voulant pousser à fond son avantage il répondit qu'il ne pouvait envisager la rétrocession du Cap Breton à la France et qu'il n'examinerait la question de la pêche

qu'après la démolition des fortifications de Dunkerque. Réponse maladroite et insolente qui mit à vif notre fierté nationale. Choiseul protesta et déclara qu'il ne modifierait aucune de ses propositions.

Georges III nous fit alors savoir qu'il garderait le Cap Breton mais qu'il nous offrait à sa place Saint-Pierre et Miquelon. Il eut le tort d'ajouter qu'il nous y interdisait toutes fortifications et qu'il entendait « qu'il soit libre en vertu de la cession de ladite île comme dessus, à un commissaire anglais d'y résider, ainsi qu'au commandant de l'escadre britannique de Terre-Neuve de visiter de temps en temps ladite île et ledit port de Saint-Pierre, pour veiller à l'observation des stipulations énoncées comme dessus ».

Nous ne pouvions accepter de telles offres ; les négociations furent rompues.

Quand deux ans plus tard fut signé le traité de Paris, le 10 février 1763, nous obtînmes Saint-Pierre et Miquelon en toute propriété et la liberté et non le droit de pêcher et de sécher le poisson le long des côtes du French Shore dont les limites étaient conservées.

Vingt ans après prenait fin la guerre d'Amérique. La situation était renversée en notre faveur. Le ministre des Affaires étrangères Vergennes tenta de faire reconnaître notre thèse en demandant l'insertion dans le traité de Versailles du 3 Septembre 1783 des mots « droit exclusif ». Le roi d'Angleterre Georges III désireux de ménager l'opinion publique refusa. Il accepta cependant de faire droit à notre demande, mais par une déclaration ministérielle et promit de donner au gouverneur de Terre-Neuve des instructions en ce sens.

Dans la forme le traité de Versailles semble donc

confirmer le traité d'Utrecht : l'Angleterre conservait Terre-Neuve mais une modification était apportée aux limites du French Shore : il s'étendait désormais du cap Saint-Jean au cap Raye.

Ce traité est le premier qui règle la question des pêcheries anglaises et françaises. En 1713 comme nous l'avions vu, la zone qui nous était attribuée n'était pas habitée. Mais depuis 1763 le French Shore s'était peuplé et les habitants étaient travaillés par les armateurs britanniques qui les excitaient contre nos pêcheurs. Des batailles avaient eu lieu, des barques et des engins de pêche étaient capturés de part et d'autre. Cette situation ne pouvait durer. Le moyen le plus simple, qui fut d'ailleurs employé, était de mettre entre les antagonistes un espace considérable. C'est pourquoi la nouvelle zone qui constitua le French Shore était à peu près déserte.

Le 3 septembre 1783 le ministre Manchester fit la déclaration promise par son roi, en des termes fort clairs. « Le roi étant entièrement d'accord avec Sa  
« Majesté Très Chrétienne sur les articles du traité dé-  
« finitif, cherchera tous les moyens qui pourront non  
« seulement en assurer l'exécution avec la bonne foi  
« et la ponctualité qui lui sont connues, mais de plus  
« de son côté donnera toute l'efficacité possible aux  
« principes qui empêcheront jusqu'au moindre germe  
« de dispute à l'avenir. A cette fin et pour que les pê-  
« cheurs des deux nations ne fassent pas naître des que-  
« relles journalières, Sa Majesté britannique prendra  
« les mesures les plus positives pour prévenir que ses  
« sujets ne troublent en aucune manière par leur con-  
« currence la pêche des Français pendant l'exercice tem-  
« poraire qui leur est accordé sur les côtes de l'île de  
« Terre-Neuve, et elle fera retirer à cet effet les établis-

« sements sédentaires qui y seront formés. Sa Majesté  
« britannique donnera des ordres pour que les pêcheurs  
« français ne soient pas gênés dans les coupes de bois  
« nécessaires pour la préparation de leurs échafaudages,  
« cabanes et bâtiments de pêche. »

Ces engagements furent exécutés. Cinq ans plus tard, un acte donnait au pouvoir exécutif la faculté « d'enlever ou de faire enlever tous échafauds, claies, matériel et autres installations quelconques servant à la pêche construits par les sujets de Sa Majesté sur cette partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend du cap Saint-Jean au Cap Raye passant par le nord et descendant par le littoral occidental de l'île, ainsi que d'écarter ou faire écarter tous vaisseaux, navires et bateaux appartenant aux sujets de Sa Majesté qui seraient trouvés dans les limites susdites et en cas de refus de quitter les parages ci-dessus spécifiés, d'y contraindre par la force les sujets de Sa Majesté nonobstant toutes lois, usages et coutumes contraires. »

Pendant la Révolution la grande pêche fut arrêtée. Les Anglais maîtres de la mer purent jouir durant quelques années d'un monopole incontesté.

Lorsqu'en 1815 nos pêcheurs revinrent à Terre-Neuve, ils trouvèrent sur les côtes jadis désertes du French Shore, une population qui allait s'accroître d'année en année. Ils protestèrent près du gouvernement français mais celui-ci n'osa pas prendre des mesures énergiques. Les établissements anglais furent tolérés. Mais le contact entre les deux races amena bientôt des conflits, les terre-neuviens concurrençant nos pêcheurs et montrant beaucoup de mauvaise volonté pour respecter nos privilèges. La situation était tendue : nos

droits furent cependant reconnus et sanctionnés tant que Terre-Neuve n'eut pas de législature. C'est ainsi qu'en 1822 le gouverneur rappelait aux habitants que nous avions le droit de pêcher le long des côtes du French Shore et en 1828 il recommandait aux autorités françaises de ne pas hésiter à poursuivre les fraudeurs et allait jusqu'à reconnaître à nos officiers un droit de juridiction.

En 1832 une nouvelle période s'ouvrit. Le Parlement de Saint-Jean devint l'autorité législative de Terre-Neuve. Préoccupé de donner à ses administrés la liberté la plus entière pour la pêche il se trouva gêné par les droits qui nous avaient été reconnus sur le French Shore. Un de ses premiers actes fut de contester notre monopole. Le gouvernement français protesta, mais au lieu de faire valoir la déclaration de 1783, il s'appuya sur l'ancienne souveraineté de la France dans l'île d'où découlait, disait-il, notre droit.

Les Anglais ne tinrent semble-t-il aucun compte de nos revendications et le conflit demeura latent.

En 1857, le gouvernement impérial entama des négociations avec le cabinet britannique par l'intermédiaire de M. de Persigny. Ces négociations aboutirent à la convention de 1857. Le French Shore était découpé en zones. Les unes nous étaient réservées, les autres étaient ouvertes aux Terre-Neuviens. Notre droit de pêche était déclaré exclusif dans les premières. En échange l'Angleterre nous permettait de pêcher le long des côtes du Labrador. Pour prévenir les conflits la convention établissait un tribunal arbitral. Cette convention paraissait de nature à supprimer les discussions. Mais les Anglais avaient pris soin de subordonner sa mise à exécution au

vote du Parlement de Saint-Jean, espérant sans aucun doute un refus. Ce calcul était exact.

Les députés sous la poussée de l'opinion publique rejetèrent la Convention. La guerre reprit sourde mais acharnée. De part et d'autre on s'évertua à lasser l'adversaire par de multiples tracasseries.

Lorsque les Anglais voulurent construire le chemin de fer terre-neuvien la France s'opposa au passage des lignes sur le French Shore.

En 1884 un essai d'entente eut lieu. Nos pêcheurs employaient pour amorcer leurs lignes de la « boette », c'est-à-dire un appât généralement constitué par du hareng. Il leur était plus facile de l'acheter dans l'île que de s'approvisionner eux-mêmes. Le cabinet britannique décida que si nous cessions de nous opposer à la construction du chemin de fer nous pourrions acheter librement la boette aux terre-neuviens. C'était compter sans le Parlement de Saint-Jean qui refusa obstinément son approbation à la Convention et vota même le 16 mai 1886 le fameux « Boett Bill » qui interdisait l'exportation et la vente de l'appât. Il faut reconnaître que ce bill n'atteignit en fait que les pêcheurs locaux car les Français prirent leurs dispositions pour se fournir ailleurs et substituèrent le bulot au hareng. En 1889 le bill fut amendé et la vente de la boette fut permise moyennant un droit de 1 dollar par tonneau de jauge : mesure stérile, nous avons cessé d'acheter à Terre-Neuve.

Une autre manifestation des intentions hostiles des terre-neuviens à notre égard fut l'interprétation qu'ils prétendirent donner des traités de 1713 et 1783 concernant la pêche au homard. Ils visaient là une industrie qui était devenue prospère. Les dirigeants de l'île affir-

mèrent que les traités nous avaient bien reconnu le droit de pêcher du poisson, mais que le homard étant un crustacé il leur était loisible de nous interdire d'abord de le pêcher, puis de le préparer sur le French Shore. La distinction était subtile, il était inutile de rentrer dans des considérations oiseuses sur la nature spéciale des homards et leurs caractères distinctifs, il suffisait de retenir que les termes dans lesquels avaient été rédigés les traités permettaient de penser que l'on n'avait pas alors entrevu qu'il pût être fait des difficultés semblables.

Non contents de soutenir une thèse, on le voit contestable, les terre-neuviens passèrent aux actes. Les douaniers visitèrent en dehors des eaux territoriales une goelette saint-pierraise. La situation se tendait de plus en plus. Les gouvernements échangèrent des notes sans cordialité.

Une détente se produisit lors de l'arrivée au Foreign Office du marquis de Salisbury, gentleman fort courtois et d'un caractère plus conciliant que ses devanciers. Il proposa un arbitrage au gouvernement français. Nous acceptâmes mais sous condition que nos droits ne seraient pas examinés puisqu'ils résultaient des traités et que seule serait étudiée la question des homards. Le marquis de Salisbury acquiesça et trois arbitres furent désignés : M. de Martens professeur à Saint-Petersbourg, M. Rivier consul général de Suisse à Bruxelles et M. Gramm ancien membre de la Cour Suprême de Norvège. Le gouvernement anglais n'avait-il voulu faire qu'un geste pour montrer sa bonne volonté, ou était-il convaincu de ce qu'il fallait placer la question sur le plan international ? On ne peut le dire. Toujours est-il que la Convention resta sans effet. Les terre-neuviens

s'opposèrent à sa mise en application et le ministre n'osa passer outre.

Prévoyant ce résultat, le gouvernement français avait pris ses dispositions. Il envoya à Londres avec mission de conclure un accord temporaire, un ambassadeur éminent M. Jusserand. Celui-ci réussit à faire signer le *modus vivendi* sous le régime duquel par des renouvellements successifs, on allait vivre pendant quatorze ans : les homarderies françaises et anglaises existant avant 1890 demeuraient intactes mais tout établissement nouveau ne pouvait être fait qu'après accord des commandants des stations navales française et anglaise. Il était stipulé d'ailleurs qu'une homarderie établie par une des deux nations donnait à l'autre le droit d'en fonder aussi une sur un emplacement choisi après consultation des mêmes autorités qui en outre recevaient un pouvoir d'arbitrage en cas de concurrence, ils délimitaient provisoirement les lieux de pêche.

Le résultat obtenu était heureux : les Anglais admettaient la pêche temporaire des homards après l'avoir contestée absolument, puis il était reconnu à nos officiers un droit égal à celui des officiers britanniques pour la délimitation d'un territoire anglais.

Mais là encore le cabinet britannique se heurta à l'opposition du Parlement de Saint-Jean. Il était cette fois bien décidé à se passer de son approbation et, pour faire appliquer la mesure il employa la force. Des troupes débarquèrent dans l'île qui se soumit.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, le gouvernement de la République suivant sous l'influence de M. Delcassé, ministre des Affaires Etrangères, une politique de rapprochement avec l'Angleterre, passa avec elle les accords du 6 avril 1904, dont l'un concernait Terre-Neuve.

En échange de compensations en Afrique nous abandonnions nos droits d'avoir des établissements sur le French Shore qui devint le Treaty Shore. Des indemnités étaient d'ailleurs allouées à ceux qui en possédaient. Elles furent fixées par un tribunal arbitral et payées sans contestation.

Quant au droit de pêche, il est désormais réglé de la façon suivante :

« La France conserve pour ses ressortissants sur le  
« pied d'égalité avec les sujets britanniques, le droit de  
« pêche dans les eaux territoriales sur la partie de la  
« côte de Terre-Neuve comprise entre le cap Saint-Jean  
« et le cap Raye en passant par le nord.

« Ce droit s'exercera pendant la saison habituelle de  
« pêche finissant pour tout le monde le 20 octobre de  
« chaque année. Les Français pourront y pêcher tout es-  
« pèce de poisson y compris la boette ainsi que les crus-  
« tacés. Ils pourront entrer dans tout port ou havre de  
« cette côte et s'y procurer des approvisionnements ou  
« de la boette dans les mêmes conditions que les habi-  
« tants de Terre-Neuve en restant soumis aux règle-  
« ments locaux en vigueur. Ils pourront aussi pêcher  
« à l'embouchure des rivières sans toutefois pouvoir  
« dépasser une ligne droite qui serait tirée de l'un à  
« l'autre des points extrêmes du rivage entre lesquels  
« la rivière se jette dans la mer. Ils devront s'abstenir  
« de faire usage d'engins de pêche fixes sans la permis-  
« sion des autorités locales.

« Sur la partie de la côte ci-dessus mentionnée, les An-  
« glais et les Français seront soumis sur le pied d'éga-  
« lité aux lois et règlements en vigueur ou qui seraient  
« édictés dans la suite pour la prohibition pendant un

« temps déterminé de la pêche de certains poissons ou  
« pour l'amélioration des pêcheries. Il sera donné con-  
« naissance au gouvernement de la République Fran-  
« çaise des lois et règlements nouveaux avant l'époque  
« où ceux-ci devront être appliqués (3 mois avant). La  
« police de la pêche sur la partie de la côte sus-men-  
« tionnée ainsi que celle du trafic illicite des liqueurs  
« et de la contrebande des alcools feront l'objet d'un  
« règlement établi entre les deux gouvernements. »

Cet accord est satisfaisant quoique l'on puisse faire remarquer qu'en ce qui concerne la pêche au homard, elle ne peut être efficace que si l'on possède des établissements à terre.

D'ailleurs la question de Terre-Neuve qui mît si longtemps aux prises la France et l'Angleterre va sans doute entrer dans une autre phase car les puissants voisins de l'île, les Américains, tâcheront d'englober dans leur zone d'influence cette base si importante pour la pêche.

En tous cas nos pêcheurs ont à peu près complètement les côtes du Treaty Shore. En 1905 un navire de Saint-Malo « Le Président » et quelques goelettes saint-pierraises ont été les seuls bâtiments français dans ces parages. En 1906 même état de choses. En 1907 une goelette saint-pierraise et deux navires malouins furent vus dans ces eaux.

Depuis 1909 c'est l'abandon complet. Il serait bon cependant que les droits qui nous ont été reconnus ne tombent pas en désuétude et il est désirable que le croiseur français vienne les affirmer en paraissant chaque année dans les eaux de Terre-Neuve.

### **Les Bancs**

Ce sont des plateaux sous-marins situés au sud de Terre-Neuve. Ils se répartissent en deux groupes séparés par les eaux du Saint-Laurent.

Le premier groupe comprend les bancs de Saint-Pierre, le Banc à Vert, le Grand Banc et le Bonnet Flamand.

Le deuxième plus au sud est constitué par le banc de l'île du Sable, le Banquereau, le Banc d'Artimon, le Middle Ground, le Banc de Canseau et le Banc de Misaine.

On trouve dans « l'Histoire de la Nouvelle France » de Marc Lescarbot publiée en 1617 la description de ces zones poissonneuses. « Ce sont montagnes assises sur le profond des abîmes s'élevant jusqu'à trente, trente-six, quarante brasses près de la surface de la mer. Ce banc on le tient de deux cents lieues de long, et dix-huit et vingt-quatre de large, passé lequel on ne trouve plus de fond, non plus que par deçà jusqu'à ce qu'on aborde la terre. Là-dessus les navires étant arrivés, on plie les voiles et on fait la pêche de la morue verte. »

Pendant très longtemps, les pêcheurs ne pratiquèrent pas la pêche errante sur les bancs. Ils demeuraient à proximité des côtes de Terre-Neuve, mettaient une partie de leur équipage sur le rivage pour saler et préparer le poisson et le navire demeurait dans une baie à l'ancre, pendant que les embarcations pêchaient. Mais quand, après le traité d'Utrecht, l'île eut passé aux mains des Anglais, les vexations nombreuses et la concurrence acharnée qui leur furent faites, incitèrent beaucoup de capitaines français à s'en aller sur les bancs. Cet exode fut encore plus marqué après le traité de Paris.

Dès lors l'on voit de nombreux voiliers quitter la France pour Terre-Neuve et revenir à leur port d'armement sans avoir touché terre.

Depuis les accords de 1904, c'est la pêche errante qui est seule pratiquée par nos pêcheurs.

Avant d'étudier les règlements de pêche, règlements français, car ce que l'on a appelé la question de Terre-Neuve a été uniquement un long conflit franco-anglais, laissant entier le problème de la police des bancs, aucune convention n'ayant eu lieu, ce qui est fort regrettable, nous voulons dire un mot des méthodes de pêche qui furent en honneur autrefois et donner un aperçu de celles que l'on emploie aujourd'hui.

Les règlements n'ont d'ailleurs été faits que pour s'adapter à des situations de fait préexistantes.

#### **Les méthodes et les règlements de pêche Leur historique**

Nous avons vu que depuis le dix-huitième siècle, grâce aux tracasseries anglaises, une grande partie des pêcheurs français avait abandonné les côtes du French Shore et avait inauguré la pêche errante sur les bancs.

C'était rompre toute une tradition et donner à la pêche à la morue un caractère totalement différent de celui qu'elle avait jusqu'alors présenté, en la plaçant dans le cadre international. La question de Terre-Neuve s'élargissait et ne se réduisait plus seulement à une lutte franco-anglaise. Mais c'est là son aspect actuel et avant d'aborder son étude nous voulons montrer ce qui se passait autrefois.

A leur arrivée à Terre-Neuve, les capitaines se mettaient en quête d'un abri dans une baie ou un havre de

la côte. La mer est en effet très dure dans ces parages et les coups de vent violents et soudains. Une fois bien protégés contre toute surprise, ils jetaient l'ancre puis mettaient à terre leur équipage qu'ils divisaient en deux groupes, dont l'un demeurait sur le rivage pour sécher et préparer le poisson, l'autre partant pour la pêche dans les petites embarcations du bord.

Certaines baies étaient très recherchées à cause de l'abondance de la morue. M. de Lamarre nous rapporte dans son « Traité de Police » que la baie de Plaisance était considérée comme la meilleure, la morue y étant très grosse et en bancs très nombreux. La côte du Chapeau Rouge et du Petit Nort étaient également regardées comme de bonnes places. Un tel mode de pêche devait entraîner fatalement des conflits. Chaque capitaine désirait se réserver le meilleur emplacement et ceux-ci étant en nombre limité ce fut la raison du plus fort qui souvent l'emporta.

Cela n'alla pas sans résistance et les rixes et les batailles furent fréquentes, qui prirent un caractère très violent quand se trouvèrent en présence des Anglais et des Français. Au désir du gain se mêlait la haine alors vivace entre les deux nations.

Les gouvernements ne tardèrent pas à intervenir.

L'Angleterre, la première édicta un règlement de police. Un arrêt de la Chambre étoilée de 1633 dû à l'initiative de Charles I<sup>er</sup> créa les amiraux de pêche, titre qui comportait un privilège de juridiction très étendu et le réserva au capitaine qui, le premier chaque année jetterait l'ancre à Terre-Neuve.

En France les Malouins avaient pris des dispositions analogues mais elles n'avaient qu'une portée restreinte,

ne s'appliquant qu'à eux seuls. Le 31 mars 1640 une ordonnance du Parlement de Rennes les déclara obligatoires pour tous les pêcheurs bretons. L'arrêt reconnaissait des pouvoirs juridictionnels au commandant du navire qui atteindrait le premier un lieu de la côte déterminé.

« ...ayant meurement considéré combien chaque haure  
« peut accomoder d'hommes selon les gallays qu'il y a  
« en chaque haure et que pour iceux prendre sans con-  
« fusion et par ordre in convient que tous les navires ail-  
« lent dans le haure du Petit Mestre et avant que les  
« nauires ny aillent chacun nauire sera tenu d'y en-  
« voyer un bateau ou patache qui premier posera l'an-  
« cre dans le dit haure du Petit Mestre demeurera pour  
« amiral et prendra tel haure qu'il verra bon. »

Il était aussi prévu que pour se faire reconnaître l'amiral arborerait une enseigne en tête de mât et enverrait  
« à l'Echafaud du Croc un tableau où se trouveraient  
« inscrits le jour de son arrivée et le nom du havre qu'il  
« aurait choisi.

L'amiral confiait ce tableau à la garde d'un de ses matelots qui venait lui rendre compte ensuite de la façon dont avaient été faites les inscriptions.

Une amende de 500 livres sanctionnait toute infraction au règlement.

Les pêcheurs bretons respectèrent ces dispositions. Mais l'arrêt fut lettre morte pour les Normands et les Basques qui continuèrent leurs agissements. Le désordre dont ils étaient cause s'aggravait du reste, du fait des Anglais qui ne laissaient passer aucune occasion de jeter le désarroi dans nos flottilles.

Nos dirigeants comprirent bien vite que l'autorité dont pouvaient jouir les amiraux n'aurait de valeur que s'ils

avaient en mains les moyens de faire respecter leurs décisions. Or la crainte d'une amende ou d'une contrainte physique n'a véritablement un effet salutaire que si les délinquants savent que le gendarme peut les saisir rapidement. A Terre-Neuve la métropole était lointaine et l'intérêt général s'effaçait devant le gain immédiat.

Seul un bâtiment de guerre pouvait maintenir l'ordre et en même temps donner aux pêcheurs une protection efficace contre les corsaires étrangers nombreux dans ces parages.

Vers 1750 le Parlement de Rennes rendit une ordonnance autorisant la construction d'un vaisseau de guerre. Ce navire est l'ancêtre de la Station navale des Antilles qui assura longtemps la police des mers de Terre-Neuve, rôle aujourd'hui dévolu à l'avis « Ville d'Ys », et dont nous reparlerons plus loin.

Colbert dans son Ordonnance sur la Marine de 1681 ne négligea pas le problème de la police de la grande pêche. Réunissant tous les textes épars, il en fit une législation solide et cohérente et déclara obligatoires pour tous les pêcheurs français les dispositions des règlements malouins. Il supprima toutefois le titre d'amiral mais conserva au capitaine arrivé le premier à l'île ses prérogatives juridictionnelles. Il prit aussi des mesures très sévères pour assurer l'ordre.

Pendant tout l'Ancien Régime ce fut sous l'empire de cette ordonnance que se développa la grande pêche.

La Révolution et l'Empire, période de stagnation comme nous l'avons vu ne formulèrent aucune règle spéciale concernant Terre-Neuve.

Il fallut attendre jusqu'au milieu du xix<sup>e</sup> siècle pour avoir une réglementation d'ensemble? Ce fut l'objet des

décrets du 2 mars 1852 et du 21 mars 1862, qui visaient :

1. Les différentes pêches ;
2. L'attribution des places ;
3. Les mesures et les moyens de police pour l'exploitation. Ces dispositions n'ont pour la plupart qu'un intérêt épisodique depuis 1904, mais nous croyons bon cependant de les rappeler, ne serait-ce qu'à cause d'une curieuse autorité de police : les capitaines prud'hommes.

On distinguait alors cinq sortes de pêches :

- a) La pêche sur les bancs, sans préparation du poisson à terre, la seule qui soit pratiquée à l'heure actuelle ;
- b) La pêche sédentaire sur la côte ;
- c) La pêche dite « en défilant le golfe » (1) ;
- d) La pêche nomade et sédentaire (2) ;
- e) La pêche sur les bancs avec sécherie à terre. La pêche sédentaire se faisait sur la côte nord-est de Terre-Neuve, du cap Saint-Jean au cap Normand.

Les autres sortes de pêches s'effectuaient sur la côte ouest du cap Normand au cap Raye.

Le French Shore était divisé, à l'exception de baies communes, ouvertes vers le golfe du St-Laurent en un certain nombre de places concédées, réparties en quatre séries :

- 1) Celles où pouvaient opérer 15 navires et plus ;
- 2) Celles qui ne pouvaient en contenir que 10 à 15 ;
- 3) Celles qui ne pouvaient en contenir que 9.
- 4) Celles, enfin, qui étaient considérées comme inhabitables.

---

(1) Les pêcheurs défileurs venaient pêcher et sécher leur poisson dans les baies communes.

(2) Se différenciait de la pêche sédentaire en ce que les pêcheurs n'étaient pas astreints à l'occupation permanente pour le maintien de leur privilège.

Les trois premières séries étaient tirées au sort tous les cinq ans, dans une assemblée présidée par le chef de service de la Marine, à Saint-Servan. Les navires étaient répartis entre les trois séries, d'après leur tonnage, et le tirage au sort se faisait par clauses de navires.

Les concessionnaires s'engageaient à occuper la place et recevaient un bulletin d'attribution.

Une sanction pénale était prévue : Amende de 500 à 4.000 francs, suivant le tonnage du bâtiment, prononcée par le même représentant de la Marine à Saint-Servan. L'appel était possible auprès d'arbitres choisis par l'assemblée des armateurs. Si leur décision était conforme, la peine devenait définitive, sinon, seul le Ministre pouvait statuer.

La police de la pêche était confiée dans chaque havre et dans chaque baie commune au plus âgé des capitaines. On le nommait le « capitaine prud'homme ». Ses fonctions étaient à la fois administratives et judiciaires : Règlement des contestations, conciliation des parties, présidence de l'assemblée des capitaines du havre, compétence pour toutes les demandes d'indemnité, et dont les sentences étaient sans appel ; au besoin, rôle d'arbitre, pouvoir disciplinaire, constatation des délits et des contraventions, arrestation des délinquants. Le capitaine dressait ensuite acte de tous ses faits et jugements ; il rendait compte en outre de l'exécution de sa mission à l'autorité, et lui remettait un rapport sur ce qui pouvait intéresser la pêche.

Le tribunal correctionnel du port de retour était seul compétent pour statuer.

Les décrets contenaient aussi certaines dispositions relatives à la conservation des fonds. Elles ne présen-

tent plus aujourd'hui d'intérêt, car les règlements terre-neuviens sont seuls obligatoires dans la cause de l'île.

Examinons maintenant les méthodes de pêche en usage à Terre-Neuve. Jusqu'à une époque récente, on n'y rencontrait que des voiliers pour la plupart français; quelques portugais et américains formaient l'élément étranger.

Les bâtiments provenaient de la métropole ou de St-Pierre: grands trois mâts armés dans les ports de Saint-Malo, Fécamp, Granville, Paimpol et Boulogne, ou petites goélettes coloniales. La pêche était faite aux cordes; le navire arrivé sur les lieux mouillait, puis mettait à l'eau ses doris, petits canots à fond plat, au nombre d'une vingtaine par bâtiment, montés par deux hommes, un patron qui s'occupait des lignes, et un avant. Ces doris allaient à des distances guère inférieures à un kilomètre poser des lignes de fond préalablement boetées. La pose avait lieu dans la soirée, et le relevé le lendemain matin.

Cette pêche était très dangereuse; les doris malgré de grandes qualités nautiques qui ont sauvé bien des vies humaines, s'égarait souvent dans les brumes dont les bancs sont recouverts la majeure partie de l'année, et c'était alors pour l'équipage la mort horrible, la faim, la soif, à moins qu'une tempête survenant, une lame ne l'engloutisse.

Les éléments n'étaient pas les seuls dangers à redouter. Un grand nombre de marins ont été ravis à leurs familles dans les abordages avec les vapeurs qui traversaient les bancs, abordages qui risquent d'augmenter depuis que l'on trouve à Terre-Neuve des chalutiers.

Il faut dire que bien souvent les commandants ne

s'aperçoivent même pas qu'ils viennent de broyer ces frêles coquilles de noix.

Préoccupé d'éviter dans la mesure du possible des accidents de ce genre, le gouvernement français fit ajouter à la Convention qu'il passa le 16 juillet 1896 avec la Compagnie Transatlantique, un article en date du 21 décembre, par lequel la compagnie prenait l'engagement, sous peine d'amende :

« Que ses paquebots s'abstiendraient de traverser le  
« banc du 15 Avril au 15 Octobre, c'est-à-dire pendant  
« la saison de pêche, sauf les cas où ils seraient con-  
« traints par des circonstances de force majeure. »

C'est ce que l'on a appelé la neutralisation des bancs de Terre-Neuve, mesure malheureusement unilatérale, qui n'aurait eu son plein effet que si les différentes nations dont les lignes de vapeurs passent par les bancs avaient pris le même engagement.

Continuant l'œuvre de prévention, un règlement d'administration publique de 1908, rendu pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> Avril 1907 sur la sécurité de la navigation obligeait les capitaines de terre-neuvas à s'assurer que chacun de leurs doris aurait à bord un compas de route, un aviron de rechange, au moins 4 kilos de biscuits, et 6 litres d'eau.

S'ils s'égarait, les dorissiers auraient ainsi les moyens de retrouver leurs bâtiments, ou tout au moins d'attendre les secours.

Mais les principales préoccupations du gouvernement étaient d'un autre ordre. Plus de 20 navires français séjournaient à Terre-Neuve. C'était une population de quelques milliers de pêcheurs, entre lesquels des conflits s'élevaient, qui demeuraient le plus souvent entre Fran-

çais, mais qu'il était cependant désirable de voir disparaître. Le mode de pêche en était la source principale. Les bâtiments nombreux dans la même zone dérivaient les uns sur les autres, les lignes s'entremêlaient, le matériel était avarié et une partie du poisson perdue. Nous avons déjà rencontré cet état de choses dans la mer du Nord. Il est propre à la pêche aux cordes. D'où des disputes, parfois des bagarres ; mais la pêche ayant lieu en mer libre, les sanctions faisaient défaut.

La nécessité d'une police s'est faite plus pressante dès qu'apparurent sur les bancs les premiers chalutiers. Il y eut immédiatement des réclamations de la part des pêcheurs cordiers. Le nouveau venu, dont nous avons montré plus haut les avantages, encourût les reproches qui lui ont été faits partout : Extermination des poissons de petite taille et destruction de la végétation sous-marine — nous avons vu ce qu'il faut en penser. Mais il y eut d'autres griefs, ceux-là plus justifiés : Les chalutiers passaient trop près des voiliers, et enlevaient les lignes. Les incidents se multiplièrent au début du siècle à ce point qu'une circulaire ministérielle du 8 Décembre 1909, adressée aux capitaines de chalutiers, contenait les recommandations suivantes :

« Au mois de Juillet dernier, plusieurs journaux français ont annoncé que des incidents graves se seraient produits dans les eaux de Terre-Neuve, entre des pêcheurs américains et des chalutiers à vapeur français, et que, notamment, des coups de feu auraient été tirés sur un de ces vapeurs. Des renseignements recueillis à ce sujet, tant par le département de la Marine que par celui des Affaires Etrangères, il résulte que la portée des incidents signalés a été très exagérée, mais que l'apparition des chalutiers sur les bancs de Terre-

« Neuve a causé un certain mécontentement, non seulement parmi la population américaine, mais même parmi nos pêcheurs terre-neuviens, qui redoutent la concurrence des nouveaux venus.

« Il importe que les capitaines de nos chalutiers soient prévenus de cet état d'esprit, et qu'ils prennent eux-mêmes les précautions nécessaires pour éviter de se trouver en butte à des difficultés avec les autres pêcheurs. Ils devraient s'efforcer notamment de ne pas passer sur les bancs et de ne pas gêner les opérations des doris qui vont poser ou relever les lignes. »

Quelques années plus tard, répondant aux plaintes formulées par le Syndicat des armateurs de grande pêche, de Granville, au sujet des dégâts causés par les chalutiers au matériel des pêcheurs aux lignes, le Ministre de la Marine rappelait au mois de Janvier 1913 les recommandations que son département avait faites en 1909, et posait très nettement le problème :

« Pour le moment, il n'est pas possible de prendre à l'égard de nos nationaux des mesures qui soient susceptibles de sanctions. Les bancs de Terre-Neuve étant en mer libre, de telles mesures doivent avoir un caractère international, et ne peuvent, par suite, être édictées qu'en vertu d'un accord entre les diverses puissances intéressées ».

Le ministre annonçait qu'il allait demander au Ministre des Affaires Etrangères d'examiner si, en raison des faits signalés, il n'estimerait pas nécessaire de provoquer cette entente ; il ajoutait qu'en l'état actuel des choses, les pétitionnaires pouvaient tout de même saisir les tribunaux des demandes en dommages-intérêts qu'ils croiraient devoir formuler à l'égard des dégâts occasionnés à leur matériel de pêche.

Dans le courant de l'année 1913, l'idée va se développer ; au mois de Juillet, les armateurs de chalutiers de Boulogne estimaient cependant qu'il vaudrait mieux réunir au préalable les représentants des chalutiers et des pêcheurs aux lignes français, en vue d'une entente qui servirait éventuellement de base à l'accord international. Ils omettaient toutefois d'indiquer quelles seraient les principales règles à adopter pour le chalutage et la pêche aux lignes.

Au mois de Novembre, une nouvelle circulaire montrait qu'au Ministère on s'attendait à une Conférence prochaine.

Elle indiquait tout d'abord que les différentes recommandations adressées aux commandants de chalutiers, notamment celles du 6 Janvier, avaient eu un effet bien-faisant, car le capitaine de frégate Pugliesi Conti, commandant le « Descartes », aviso surveillant, signalait dans son rapport de fin de campagne n'avoir reçu, au cours de cette année, et après avoir visité un nombre élevé de navires, aucune plainte de pêcheurs aux lignes contre les chalutiers.

Un peu plus loin, le Ministre abordait la question :

« Au moment où le département de la Marine va être  
« conduit probablement à prendre part à une Confé-  
« rence internationale, dans le but de régler la  
« pêche sur le banc de Terre-Neuve, les armateurs de  
« chalutiers comprendront sans peine combien il se-  
« rait regrettable de voir continuer des agissements qui  
« ne manqueraient pas d'être exploités par les puissan-  
« ces avec lesquelles ce règlement international devra  
« être discuté (cela visait l'Angleterre, le Canada et les  
« Etats-Unis), je vous prie donc de vouloir bien insister

« de nouveau auprès des capitaines de chalutiers pour  
« qu'ils se gardent d'exercer leur industrie dans le voi-  
« sinage immédiat des navires pêcheurs mouillés sur le  
« banc, et surtout pour qu'ils prennent toutes précau-  
« tions afin de ne pas enlever les lignes mouillées par  
« les navires en pêche. D'un autre côté, le commandant  
« du « Descartes » a fait remarquer à juste titre que des  
« recommandations devraient être également adressées  
« aux commandants des navires pêcheurs aux lignes.  
« Ceux-ci, en effet, ne prennent pas toujours toutes les  
« mesures nécessaires pour indiquer les endroits où ont  
« été mouillées les lignes. Les errements suivis jusqu'ici  
« par ces navires s'expliquaient très bien lorsque les  
« chalutiers ne fréquentaient pas le banc de Terre-  
« Neuve, mais il ne faut pas perdre de vue que le nom-  
« bre de navires à vapeur ira sans cesse en augmentant,  
« et que l'an prochain il est probable qu'une flottille  
« nombreuse de chalutiers anglais viendra se livrer à  
« la pêche sur les bancs de Terre-Neuve ; dans ces con-  
« ditions, et pour que toute réclamation puisse être ac-  
« cueillie le cas échéant, dans l'éventualité où un de ces  
« chalutiers causerait des dégâts aux lignes mouillées,  
« il est indispensable que les navires pêcheurs aux li-  
« gnes indiquent d'une façon très précise l'endroit où  
« leurs lignes sont mouillées, au moyen de bouées très  
« visibles dans la journée, et si possible de fanaux dans  
« la nuit. Il est hors de doute que si une Convention  
« internationale dans le genre de celle passée pour la  
« pêche dans la Mer du Nord intervient pour le règle-  
« ment de la pêche sur le banc de Terre-Neuve, des me-  
« sures de cette nature seront imposées aux pêcheurs. »

La guerre éclata qui anéantit cet espoir. Dans la pé-  
riode qui suivit le mouvement ne reprit pas. En France

cependant le décret du 29 janvier 1920 complétant le règlement du 21 février 1897, modifié les 9 novembre 1905 et 7 mai 1914 et qui a pour objet de prévenir les abordages en mer, dispose « qu'il est interdit aux chalutiers français fréquentant les mers de Terre-Neuve :

a) par temps clair, de pêcher à moins de 2 milles de tout voilier français mouillé.

b) par temps de brume, de pêcher dans les limites de portée de tout cornet de brume qu'ils entendraient.

Les pêcheurs aux lignes sur les Bancs doivent se signaler au moyen de bouées surmontées de voyants très visibles la journée et si possible d'un fanal pendant la nuit, l'endroit où les lignes sont mouillées.

Mesures excellentes, mais qui n'auront véritablement une grande portée que si l'on aboutit à un règlement international dont la nécessité se fait sentir de plus en plus car les bancs sont aujourd'hui fréquentés par des pêcheurs de toutes nationalités et principalement par des Anglais et des Américains.

Pour le moment aucun des gouvernements intéressés ne semble vouloir se décider à prendre l'initiative d'une Conférence. Signalons toutefois une information du « Temps » (citée par M. Gidel) du 8 novembre 1929 suivant laquelle le ministre des pêcheries canadien aurait saisi les gouvernements français, anglais, japonais et terre-neuvien d'un projet de convention internationale pour la réglementation de la pêche au chalut. Les bancs ne sont pas visés particulièrement mais nous pensons que ce projet pourrait être le point de départ d'un régime nouveau.

## II

### LA ZONE D'ISLANDE

Elle est limitée à l'Est par le 14° degré de longitude Ouest, à l'Ouest par le 45° degré de longitude Ouest, et au Sud par le 57° degré de latitude Nord (article 3 de la loi du 26 février 1911).

Les Français fréquentent la mer d'Islande depuis le xv<sup>e</sup> siècle. Après avoir été longtemps florissant, l'armement avait dès avant la guerre beaucoup diminué. Les raisons en étaient multiples : Difficultés pour recruter des équipages, lourdes charges de l'armement et surtout la concurrence des chalutiers. La guerre ne fit qu'accélérer cette tendance, car de nombreux voiliers furent coulés et leur remplacement s'avéra trop onéreux. Depuis 1925, on signale cependant un léger renouveau.

On trouve dans les mers d'Islande, comme à Terre-Neuve des voiliers et des chalutiers. Les ports d'armement des voiliers sont Dunkerque, Gravelines et Paimpol ; les bâtiments sont des goélettes dont les meilleures sont les paimpolaises.

Les chalutiers proviennent surtout de Fécamp et de Bordeaux.

Les méthodes de pêche des voiliers diffèrent de celles qui sont usitées à Terre-Neuve. La mer d'Islande étant très profonde, les navires ne peuvent mouiller, et se contentent de diminuer leur voilure et de se déplacer le long des côtes, en suivant le poisson. La pêche se fait du bord ; elle est moins pénible pour les hommes que la pêche en doris, mais les dangers sont grands, car la mer est très dure, les tempêtes nombreuses, et il faut des bâtiments très solides pour résister à la violence des flots.

La saison de pêche commence au mois de mars et finit au mois d'août. A l'heure actuelle, les goélettes paimpolaises appareillent dès le mois de février, et celles du nord dès le début de mars. Cette période est généralement mauvaise, et de nombreux naufrages s'étant produits, on s'était préoccupé d'empêcher les départs trop hâtifs. Une ordonnance du 16 février 1840 défendait de se mettre en route avant le 1<sup>er</sup> avril. Les pêcheurs bretons protestèrent, et le décret du 9 octobre 1863 donnait aux armateurs la plus entière liberté. En 1877, cependant, le ministre de la Marine, se basant sur le rapport du commandant de la station d'Islande, signalant des sinistres, faisait remarquer que 38 armateurs dunkerquois avaient spontanément décidé de retarder les départs de leurs bâtiments jusqu'au 1<sup>er</sup> avril. Quoi qu'il en soit, les habitudes prises par les pêcheurs sont celles que nous avons indiquées.

Les conditions de la pêche dans les mers d'Islande sont celles de la pêche en mer libre, et le problème se pose exactement de la même façon qu'ailleurs, et la solution nous paraît identique. Signalons que jusqu'en 1930 le même aviso assurait à Terre-Neuve et en Islande la surveillance de la pêche. C'était la « Ville d'Ys » à qui était confiée cette mission, mais comme les régions qu'elle devait visiter étaient trop vastes, l'efficacité de son action s'en ressentait. En 1930 l'avisos « Quentin Roosevelt » qui assure la police de la Mer du Nord disposant de deux annexes pour l'assister dans sa tâche, on décida de faire rentrer dans ses attributions la visite des mers d'Islande. Nous avons vu comment il s'acquitte de sa tâche, en étudiant la Station de la Manche, de la Mer du Nord et d'Islande.

Les pêcheurs français doivent s'abstenir de pêcher

dans les eaux territoriales islandaises et respecter les règlements en vigueur.

La loi islandaise sur la pêche dans les eaux territoriales applicables actuellement est celle du 21 avril 1922. Ses principales dispositions sont les suivantes.

« Les sujets islandais peuvent seuls pêcher dans les  
« eaux territoriales au moyen d'embarcations ou na-  
« vires leur appartenant. »

Par esprit d'humanité la loi accorde aux pêcheurs étrangers le droit de se réfugier le long des côtes pour échapper à la tempête ou au gros temps.

« Il est interdit aux étrangers de séjourner près de  
« terre ou dans un port afin d'exercer de ce point la pê-  
« che hors des eaux territoriales.

« Il est en outre interdit aux navires étrangers de pré-  
« parer les produits de la pêche à l'intérieur des eaux  
« territoriales ou dans les ports. Il est également inter-  
« dit à tous sauf aux sujets islandais de transporter les  
« produits de la pêche dans les eaux territoriales ou à  
« terre afin de les y préparer.

« Chaque fois qu'un navire de pêche étranger pénè-  
« tre dans un port en Islande, le capitaine est tenu sur  
« l'heure ou aussitôt que possible et toujours dans les  
« 24 heures qui suivent l'entrée au port d'en donner no-  
« tification au chef de police ou au maire compétent ou  
« à leurs délégués. L'autorité examinera alors les pa-  
« piers du bord et s'assurera minutieusement que ne  
« sont pas enfreintes les lois nationales relatives à la  
« pêche, au commerce, aux douanes, aux mesures d'hy-  
« giène et que les navires n'ont pas éludé ces lois. En-  
« quête sera d'ailleurs faite, à ce sujet, si besoin est ».

Les amendes prévues sont assez importantes. Pour la

pêche illégale du poisson dans les ports islandais, les eaux territoriales : 40 à 5.000 couronnes (pêche au chalut). Pour les autres pêches : 200 à 12.000 couronnes. Les engins de pêche et le poisson sont en outre saisis.

Cette loi reproduit des dispositions qui étaient déjà en vigueur avant la guerre et aggrave sur certains points les sanctions.

Il y a lieu de croire que les Français n'ont pas toujours observé les prohibitions islandaises, car des circulaires ministérielles nombreuses les ont bien souvent rappelés à l'ordre.

En 1912 par exemple, le Ministre de la Marine indiquait aux armateurs que la : loi islandaise du 8 juillet 1902 prescrivait aux chalutiers de rentrer tous les engins de pêche à bord lorsqu'ils pénétraient dans les eaux territoriales. Or, disait le Ministre, un chalutier boulonnais était rentré à Rejkavik, le 8 juin 1912 avec ses filets pendant au dehors. Il fut aussitôt arrêté par le croiseur danois et son commandant condamné à une amende de 400 couronnes. Le Ministre priait les armateurs de recommander à leurs capitaines l'observation des règlements et les avertissait que le cas échéant, il n'hésiterait pas à priver les contrevenants de leur commandement, usant ainsi des pouvoirs qui lui étaient confiés par l'article 87 du décret disciplinaire et pénal pour la Marine Marchande du 24 mars 1852 (aujourd'hui remplacé par le décret de décembre 1926). Malgré ces avertissements les violations continuèrent. Le 26 mars 1914, un chalutier boulonnais était encore surpris en flagrant délit de pêche dans les eaux territoriales et son armateur condamné à une amende de 1.500 francs et la confiscation de sa pêche et de ses engins.

Le consul de France à Rejkavik, annonçait qu'en raison de la fraude pratiquée par nos nationaux, son intervention en leur faveur près des autorités de l'île devenait de plus en plus difficile.

Les documents nous ont manqué pour la période qui a suivi immédiatement la guerre. Seuls les rapports de mer des commandants des croiseurs constituent des sources intéressantes de renseignements. Il semble en les consultant que leur surveillance ait donné des résultats ; à part quelques incidents inévitables, les relations franco-islandaises sont à peu près satisfaisantes.

### III

#### LA ZONE DES ILES FEROE ET DU DOGGER BANK

La zone des îles Feroe est limitée au Nord par le 63° degré de latitude Nord, au Sud par le 56° degré de latitude Nord, à l'Est par le méridien de Paris, et à l'Ouest par le 15° degré de longitude Ouest.

Après avoir été fréquentée par des dundees venus de Gravelines ou de Dunkerque, et des goélettes qui redescendaient d'Islande cette région est aujourd'hui à peu près désertée.

Quant au Dogger Bank, pour lequel il y eut à une certaine époque un armement spécial à Boulogne, Fécamp et Gravelines, on y pêche la morue dans les mêmes conditions que les autres poissons. Les règlements de police en vigueur sont ceux des Conventions de La Haye de 1882, que nous avons déjà rencontrés en étudiant la pêche au large et sur lesquels nous ne reviendrons pas.

Après avoir été visités pendant longtemps par le « Quentin-Roosevelt » ces parages sont aujourd'hui surveillés par l'avisos « Ville d'Ys. »

## LA STATION DE TERRE-NEUVE

Elle fut constituée pendant longtemps par un aviso détaché de la station des Antilles. Ce navire traversait les bancs, visitait les terre-neuvas et touchait à St-Pierre. Son action était diminuée par le fait que durant sa mission de surveillance il demeurait soumis à ses obligations militaires.

La Marine avait, dès avant la guerre, envisagé la construction de 2 bâtiments qui se seraient trouvés alternativement sur les lieux de pêche. Mais ce projet ne fut pas exécuté.

En 1919, changement, l'avisos « Ville d'Ys » est chargé de la police de Terre-Neuve et d'Islande, avec plusieurs petits navires comme auxiliaires. La base est Cherbourg.

En 1921 elle accomplit sa tournée avec l'aide d'un avisos de la station des Antilles.

En 1925, elle est seule.

En 1930, pour lui permettre une surveillance plus efficace le Ministre décidait de diviser la station, en transférant une partie des zones à visiter au « Quentin Roosevelt ».

Désormais, il y a 2 grandes Stations de police de la pêche :

1) la Station de la Manche, de la Mer du Nord et d'Islande.

avisos : Quentin Roosevelt.

2) la Station de Terre-Neuve.

avisos : Ville d'Ys.

Toutefois cette dernière reçoit la surveillance de la région du Groënland.

### CONCLUSION

Nous avons essayé de montrer pour les différentes sortes de pêche que nous avons étudiées, la nécessité d'une réglementation internationale qui est à peu près complètement réalisée dans la Mer du Nord et la Manche mais qui n'existe pas, nous l'avons vu à Terre-Neuve. Pourtant comme le dit M. Dupuis « la liberté de la pêche appelle une organisation indispensable partout où les pêcheurs s'assemblent et risquent d'abuser de la liberté soit pour se disputer des emplacements favorables, soit pour manœuvrer leurs engins sans souci du dommage qui peut en résulter pour les engins d'autrui, soit pour accroître leurs gains par des procédés de pêche destructifs qui compromettent l'admis » .

Ce sont bien là en effet les problèmes que nous avons rencontrés et pour lesquels nous ne voyons que la solution internationale.

Puisse la question de la pêche trouver auprès des Etats intéressés, un désir d'améliorer rapidement une situation à laquelle il ne serait pourtant pas trop difficile de remédier.

Vu : Le Président de la thèse,  
A. de LA PRADELLE.

Vu : Le Doyen,  
H. BERTHÉLÉMY.

VU LE PERMIS D'IMPRIMER :  
Le Recteur de l'Académie de Paris,  
S. CHARLÉTY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- FOURNIER et NEVEU. Traité d'Administration de la Marine, tome III, 1887. Paris, Berger-Levrault.
- J. KERZONCUF. La pêche maritime. Son évolution en France et à l'étranger. Paris, Challamel, 1919.
- Sabin BERTHELOT. Etude sur les pêches maritimes de la Méditerranée et l'Océan. Paris, Challamel, 1868.
- Imbart LATOUR. La mer territoriale au point de vue technique et pratique, 1889.
- Arnold RÆSTADT. La mer territoriale. Revue de D. I., tome XXI, 1914, p. 401.
- Arnold RÆSTADT. La chasse à la baleine en mer libre. Paris, Editions Internationales, 1928.
- GEOUFFRE DE LA PRADELLE. Le droit de l'Etat sur la mer territoriale.
- Cours de droit international. Doctorat 1930. Dotation Carnegie, 1930.
- DAVID. La pêche maritime au point de vue international. 1897, Thèse Paris.
- Percy Thomas FENN. The origin of the right of fishery in territorial water. Cambridge, 1926.
- PERRIER. La protection des pêches maritimes. 1903, Thèse Paris.
- GIDEL. Cours professé à l'Ecole des Sciences politique. 1931.
- Rapports de mer des stationnaires de Terre-Neuve et de la mer du Nord.*
- B. O. de la Marine.*
- J. O.*



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 7 |
|--------------------|---|

## PREMIERE PARTIE

### La pêche côtière

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| I. — Essai de définition .....                                | 15 |
| Limites de la pêche côtière dans les fleuves et rivières .... | 17 |
| II. — Les eaux territoriales .....                            | 20 |
| Le monopole de pêche .....                                    | 23 |
| La France et le Monopole .....                                | 27 |
| La police des eaux territoriales .....                        | 32 |

## DEUXIEME PARTIE

### La pêche au large

|                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------|----|
| I. — Considérations générales .....                       | 37 |
| Différentes sortes de pêches .....                        | 37 |
| Définition de la pêche au large. — Ce qu'elle comprend .. | 38 |
| La pêche au hareng .....                                  | 39 |
| La pêche au maquereau .....                               | 41 |
| La pêche au thon .....                                    | 42 |
| La pêche des crustacés .....                              | 42 |
| II. — Les Conventions Internationales .....               | 44 |
| La Convention de 1839 et les règlements de 1843 .....     | 44 |
| La Convention de 1882 .....                               | 47 |
| La Convention de 1887 .....                               | 55 |

|                                                            |           |
|------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>III. — Comment sont appliqués les règlements .....</b>  | <b>59</b> |
| Protection des pêches .....                                | 59        |
| La station de la Manche, de la Mer du Nord et d'Islande .. | 59        |

### TROISIEME PARTIE

#### **La grande pêche**

|                                                                       |            |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>I. — La pêche à la baleine .....</b>                               | <b>73</b>  |
| <b>II. — La pêche à la morue .....</b>                                | <b>78</b>  |
| <b>I. — La zone de Terre-Neuve .....</b>                              | <b>78</b>  |
| Les origines de la pêche à Terre-Neuve .....                          | 79         |
| Le French Shore et le Treaty Shore .....                              | 84         |
| Les Bancs .....                                                       | 97         |
| Les méthodes et les règlements de pêche. — Leur histo-<br>rique ..... | 98         |
| <b>II. — La zone d'Islande .....</b>                                  | <b>111</b> |
| <b>III. — La zone des Iles Feroe et du Dogger Bank .....</b>          | <b>115</b> |
| <b>IV. — La Station de Terre-Neuve .....</b>                          | <b>116</b> |
| <b>CONCLUSION .....</b>                                               | <b>117</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>                                            | <b>119</b> |

**IMPRIMERIE RAPIDE DU CENTRE, ISSOUDUN (TÉL. 32).**





